

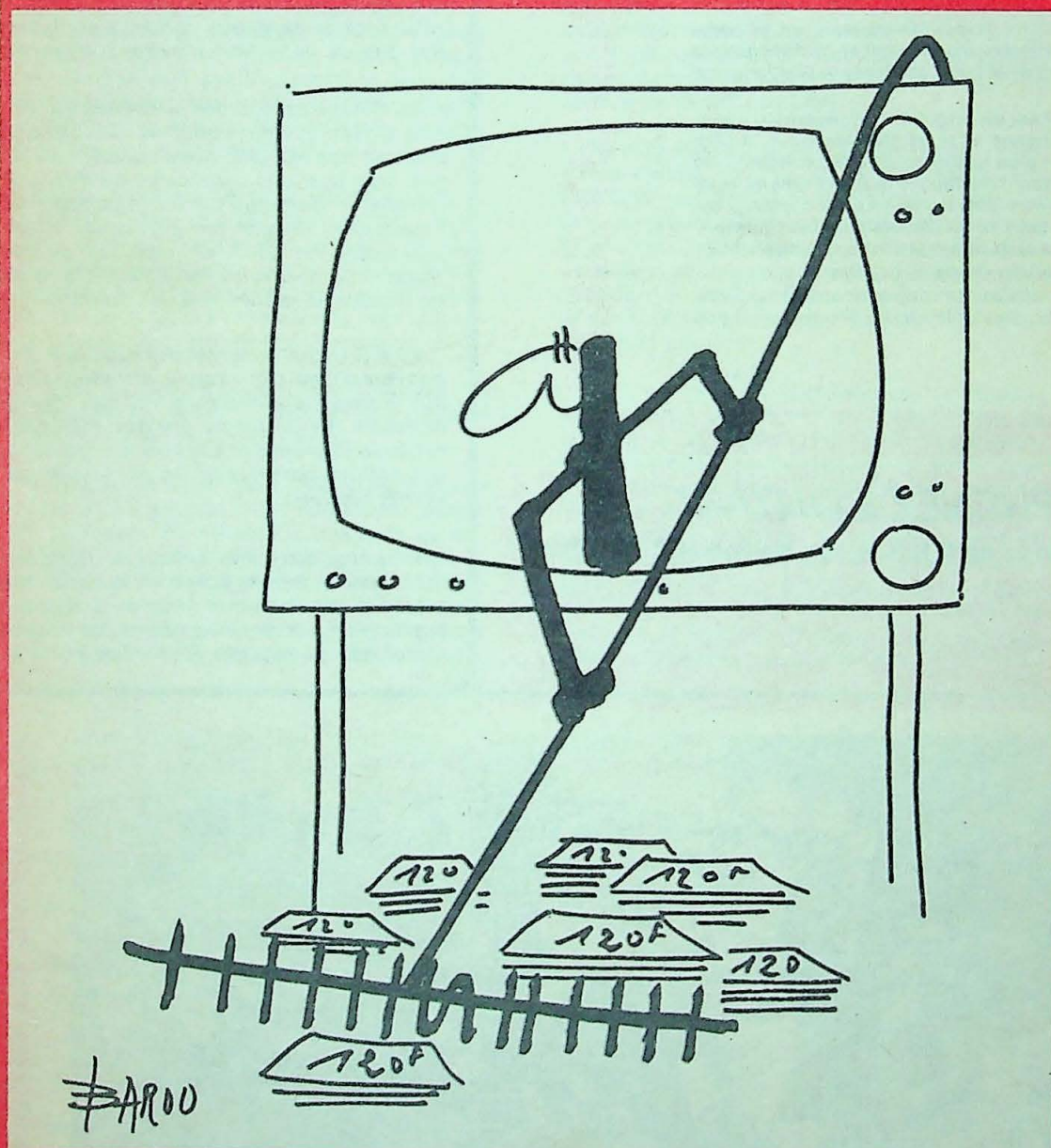
N° 626 — Semaine du 6 au 13 juillet 1974 — 2 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

tribune

socialiste



L'ORTF REFORME



**...POUR LES BEAUX
YEUX DU PRIVE**

● ETE :
colonies
de
vacances

● DPN :
vers les
Assises du
socialisme

● AFRIQUE
le Biafra
du Négus

7 JOURS DANS T.S.



■ On l'a souvent dit et répété, TS n'est pas le bulletin interne du PSU. En conséquence, les textes des débats qui se mènent entre militants, à l'intérieur de l'organisation, n'ont dans ce journal d'une place limitée, et trouvent à s'exprimer dans d'autres publications, internes celles-ci, au PSU.

Ainsi est-il d'usage de publier, dans TS, les textes et résolutions qui, ayant été adoptés par une majorité, à l'occasion d'une instance du parti, sont devenus par ce fait même, la loi de tout le parti. A l'exclusion des textes qui n'ont recueilli qu'une minorité.

■ Pourtant, le débat en cours actuellement, et qui trouvera sa sanction en Octobre, au cours d'un Conseil National extraordinaire, déborde très largement, par son importance, le seul PSU et intéresse de nombreux lecteurs sympathisants. Au-delà de la préparation des Assises pour le socialisme, qui doivent se tenir à l'automne, se trouve posé en effet le problème de la restructuration du mouvement ouvrier et de la constitution d'une force socialiste capable de s'attaquer victorieusement à la question du pouvoir.

D'où la décision de publier, dans ce TS, le texte de la minorité, contrairement à l'habitude. On le trouvera en pages 14 et 15, ainsi qu'une courte réponse de Gérard Féran, au nom du Bureau National.

■ La résolution votée par la DPN tient, elle, lieu et place d'édition. Les autres rapport et analyses présentés dans le cadre de cette DPN importante feront l'objet, comme d'habitude, d'une publication dans PSU-Information. Enfin, nous donnons de larges extraits de la déclaration sur l'ORTF, (p. 6.7) ce fromage qui excite si fort les appétits du capital.

■ V.G.E., comme dit notre confrère Le Point, se révèle à l'usage un adversaire du genre coriace, ce qui n'est d'ailleurs pas une surprise. Le Giscard est habile et sait jouer à fond des mass-média pour imposer l'image qu'il veut donner de lui aux Français : celle d'un réformiste libéral, ouvert, idées larges et regard neuf sur ce bas monde qui évolue. « Vous vouliez le changement, braves gens, le voici, et dans l'ordre s'il vous plaît... »

Et toc, le droit de voter, de forniquer et même de se marier sans l'accord de papa pour les mineurs d'hier, majeurs d'aujourd'hui. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrons ! Mais il ne faut pas oublier que ces mesures libérales ne sont jamais que le produit de la pression et des luttes des travailleurs. Et que si le Pouvoir lâche un peu de lest ici, c'est pour poursuivre là une politique de restructuration du capitalisme dont il entend bien nous faire payer le prix : la pilule pour faire passer la pilule, en quelque sorte. Le Foll a expliqué ça très bien lors de son intervention à l'Assemblée lors du débat sur le collectif budgétaire (p. 4, 5) : c'est cela la réalité de ce régime, derrière l'écran libéral ; comme aussi les liens privilégiés avec la dictature iranienne ou l'entraînement en France de militaires chiliens, ou encore le mariage d'amour entre Nice et Le Cap (p. 16), autres images significatives de sa vraie nature.

■ Je reviens de vacances, passées chez un camarade paysan, en Vendée. L'occasion de découvrir concrètement les problèmes de ceux qui se battent pour le droit de vivre d'un métier qu'ils aiment, le travail de la terre, contre le capitalisme qui les exploite et les étrangle.

On se battait là-bas, l'autre jour, pour empêcher un projet d'aménagement « touristique » qui prévoit d'expulser quelques paysans et leurs familles pour le plus grand bien des citadins fatigués, et surtout le plus grand profit des fabricants de loisirs. Ce qui se passe en Vendée est aussi la règle un peu partout en France : vous qui allez partir à votre tour, allez donc à l'occasion prêter la main à ceux qui résistent aux appétits capitalistes, et qui défendent leur droit au travail et/ou, tout simplement l'environnement que l'on saccage. En Aquitaine et dans les Alpes par exemple (p. 8).

■ Le prochain numéro paraîtra sur 24 pages. Une sorte de bilan de l'année, pour vous faire méditer un peu sur les plages. Après, rideau. On vous concocte la nouvelle formule, tant promise et remise, pour la rentrée. Pas défendu de donner quelques idées.

Bronzez bien !

B.L. ■

une pha

La lutte contre le régime doit entrer dans les mois à venir dans une phase nouvelle et offensive, pour ouvrir la possibilité d'une victoire et répondre aux aspirations des jeunes et des travailleurs de ce pays. C'est dans ce but que le PSU inscrit ses propositions dans deux grandes directions :

● 1 - développer l'unité populaire

L'unité populaire a été l'élément essentiel de la campagne présidentielle, non parce qu'elle constitue la meilleure combinaison électorale, mais parce qu'elle traduit, sur le plan politique, l'unité de la classe ouvrière qui se manifeste sur tous les terrains où les travailleurs doivent lutter contre la bourgeoisie, que ce soit dans l'entreprise ou en dehors des lieux de production.

Il est fondamental que cette unité soit maintenue et développée, aussi bien par la confrontation des idées en vue de rechercher l'accord le plus large possible sur les objectifs et les formes de la lutte contre le capitalisme, que par la définition d'actions communes.

Le PSU se félicite des initiatives qui ont pu être prises dernièrement en ce sens, qu'il s'agisse des accords conclus entre les grandes organisations syndicales ou des actions menées en commun par les organisations du mouvement ouvrier (en particulier contre la répression au Chili, en Iran, ou comme à Rouen contre le refus des libertés fondamentales pour les jeunes appelés du contingent).

Le P S U, qui va reprendre avec le P C F les conversations qui avaient été interrompues par la campagne électorale et qui doivent se conclure par un accord sur des objectifs précis, entend proposer aux autres organisations des actions communes, en particulier sur les points suivants :

— pour que des mesures rigoureuses soient prises afin de prévenir les accidents du travail et que des sanctions très fermes soient appliquées aux patrons qui ne les respecteraient pas. La récente grève d'Usinor a mon-

tribune
PSU
SOCIALISTE

Directeur politique : Gérard FÉ-
RAN.
Rédacteur en chef : Bernard
LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard
BOREL.
Collectif de rédaction : Robert
DESTOT - Jacques FERLUS - Jac-
ques GALLUS - Gilbert HERCET -
Jean-François MERLE - Jean
VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32,
rue Le Peletier - 75009 PARIS.
Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean
LE GARREC.
Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE :
joindre la dernière bande avec 2 F en tim-
bres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

PRENEZ CONTACT

Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession



se nouvelle et offensive

tré que le patronat considère les accidents comme un simple élément du coût de production et que seule une action résolue de l'ensemble des organisations ouvrières peut mettre fin à cet effroyable scandale ;

— pour empêcher le gouvernement de livrer l'ORTF à quelques groupes financiers, complétant ainsi le contrôle que quelques trusts exercent sur l'ensemble des moyens d'information ;

— pour que soit préparée dès maintenant une rencontre de l'ensemble des organisations de la gauche, qui au-delà des Assises des forces socialistes, permettrait à l'unité populaire de s'enrichir de la diversité de ses composantes.

● 2 - donner toute sa force politique au socialisme autogestionnaire

Dans sa dernière session la Direction Politique Nationale du PSU avait estimé « qu'une rencontre des forces socialistes pourrait être efficace si elle permettait de jeter les bases d'une action et d'une organisation de masse fondée sur une orientation socialiste autogestionnaire et sur une action militante étroitement liée aux luttes sociales ».

Elle estimait par ailleurs indispensable la formation d'un groupe préparatoire « pour définir la nature et les conditions d'une telle rencontre » en ajoutant : « Le PSU souhaite la formation d'un tel groupe qui dépend largement de ceux qui ne sont pas engagés actuellement dans un parti politique déterminé ».

La D.P.N. des 29 et 30 juin prend acte de trois faits qui peuvent permettre d'avancer aujourd'hui dans une telle voie :

— Il s'agit d'abord de « l'Appel à la constitution d'une grande force socialiste » signé par plusieurs centaines de militants syndicaux et d'organisations sociales, culturelles, familiales, qui situent leur combat dans l'axe du contrôle et de l'autogestion socialiste. Par son importance, cet Appel montre nettement que l'enjeu de la période dépasse largement le

cadre des seules organisations politiques existantes.

— La DPN constate par ailleurs l'accord de la Convention du Parti Socialiste pour tenir à l'automne des « Assises nationales du socialisme ».

— Elle prend acte également de l'accord du Parti Socialiste et des signataires de l'Appel pour créer un groupe de travail préparatoire à ces Assises.

La DPN du PSU confirme quant à elle son accord pour la tenue de ces Assises et délègue 5 de ses membres pour participer à ce groupe de travail. Elle rappelle qu'il ne s'agit en aucun cas d'envisager l'intégration du PSU au sein d'une autre organisation politique existante. Elle indique les objectifs par rapport auxquels le PSU situe des Assises et leur préparation :

1) — Le PSU estime nécessaire qu'un large débat puisse s'ouvrir dès maintenant au niveau des militants des différentes composantes pour la tenue des assises. En particulier des débats régionaux et dans des entreprises sont indispensables pour situer concrètement les enjeux auxquels le socialisme doit répondre en termes de luttes politiques comme en termes de luttes sociales.

2) — Le PSU a toujours estimé qu'un « Projet de société » n'était pas extérieur aux combats actuels mais leur donnait au contraire leur perspective politique. C'est sur la base du Manifeste de Toulouse qui lie étroitement l'axe du contrôle ouvrier et populaire à la perspective de l'autogestion que les représentants du PSU conçoivent l'élaboration d'un Projet de société.

3) — La question capitale que le mouvement ouvrier doit résoudre s'il veut gagner la bataille du socialisme, est le décalage entre l'expérience vécue des luttes sociales et leur traduction politique. C'est dire que pour le PSU les Assises doivent aborder concrètement les problèmes de l'intervention dans les luttes sociales en particulier dans le secteur de la production, et débattre de la nature de l'action militante seule capable de lier luttes sociales et luttes politiques. Il rappelle par ailleurs l'importance qu'a pour lui la prise en

charge de l'intervention politique sur le plan régional.

4) — Conformément aux orientations définies par le Conseil National de novembre 1973, le PSU inscrit son effort pour le développement du socialisme autogestionnaire dans le cadre de l'Unité populaire qu'il s'agit plus que jamais d'approfondir et de renforcer : c'est sur cette base qu'il situe sa participation et ses interventions aux Assises.

5) — Il appartiendra au groupe de travail réunissant les trois composantes de fixer une date des Assises du socialisme permettant une préparation suffisante, d'en préciser le déroulement et de rédiger les textes soumis aux débats pour faciliter les échanges entre militants. Ce même groupe devra tirer une synthèse de ces débats et en dégager les conclusions politiques.

6) — Lors de ces Assises il ne s'agit pas de pré-déterminer des décisions de type organisationnel. Au vu des conclusions politiques des Assises il appartiendra au P S U en son sein d'engager une discussion approfondie sur les perspectives organisationnelles qui pourraient en découler ou non. Un congrès s'en saisira et devra trancher.

7) — Le P S U n'entend pas en effet engager des négociations compliquées, publiques ou secrètes sur ces points. Ce qui lui paraît capital c'est que l'apparition d'une force politique socialiste de type nouveau dépend de la capacité de tous ceux qui aspirent à en faire partie à s'inscrire dans les luttes sociales menées à l'intérieur comme à l'extérieur de la production contre le système capitaliste et le régime qui garantit sa survie.

8) — Les Assises des forces socialistes sont une donnée importante pour la construction d'une force autogestionnaire. Elles ne sauraient être la seule. C'est pourquoi le P S U poursuivra activement son intervention dans les luttes sociales et politiques dans les mois à venir, ainsi que le débat pour élaborer un programme de transition. Il ne peut être question de subordonner l'activité et la réflexion du P.S.U. à la préparation de ces Assises.

Adoptée lors de la réunion de la Direction politique nationale, les 29 et 30 juin, par 46 voix pour, 21 contre, 1 abstention. ■

Editions SYROS

● **L'enfer des pompiers** par Jean-Jacques Lubrina ; 18 F franco

● **Servitude et grandeur du PSU** par Edouard Depreux ; 22 F franco

● **Sur le Chili** : brochure « **un peuple en lutte** » — 8 F franco
— Critique Socialiste n° 17 — 8 F franco

● **Naissance d'une fédération PSU** — Nord 56/62 par Bernard Grelle — en souscription : 27 F

● **Même pendant les vacances**, les éditions Syros travaillent pour vous (impressions de tous travaux sur SAM, offset — pliage, assemblage, etc.)

Syros 9 rue Borromée - 75015 Paris Tél. 566.45.37

P.S.U. DOCUMENTATION

N° 56-57 : Sionisme et Libération Palestinienne	2,00
N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre	3,00
N° 61 La sérigraphie	1,50
N° 62 /63 /64 Le Capitalisme et la Fiscalité	4,00

Numéros disponibles :

N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte des classes	2,00
N° 26 : ROSA LUXEMBOURG	1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire capitaliste	2,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université	3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile	1,50
N° 62-63-64 : Le capitalisme et la fiscalité	4,00
N° 51 : Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste	1,00
N° 65-66 : Matérialisme dialectique et matérialisme historique	2,50

Abonnement : 20 numéros : F 20,00

A adresser à : SYROS 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19.706.26 Paris

LE REGIME SE

Voilà maintenant un mois et demi que Giscard règne sur la France. Et l'on a déjà les moyens de juger, avec une clarté suffisante, des buts et des méthodes de la nouvelle politique présidentielle.

A l'évidence, le procès d'immobilisme souvent fait à l'équipe Pompidou-Messmer, ne mérite pas d'être instruit contre le nouvel attelage Giscard-Chirac : ça bouge, du côté du pouvoir. Et la gauche aurait tort de sous-estimer les capacités de séduction de la politique new-look du régime.

« La droite la plus bête du monde » est une formule qui appartient au passé. Nous avons en face de nous aujourd'hui un adversaire d'autant plus dangereux qu'il sait mener sa politique avec intelligence, souplesse, et un sens aigu des relations publiques : de l'abandon du projet de la voie express rive gauche en passant par la majorité à 18 ans et la libéralisation de la contraception, Giscard s'efforce — et réussit en partie — à donner de sa politique une image réformatrice et libérale qui peut faire illusion.

Il est clair pourtant que derrière cette façade trompeuse, le projet présidentiel n'a pas changé : il s'agit toujours de mener à bien, dans une situation structurelle et conjoncturelle difficile, le projet de restructuration du capitalisme français en fonction des intérêts dominants du capitalisme mondial — Etats-Unis et firmes multinationales. Quitte à créer quelques soupapes de sécurité indispensables pour avoir l'air de tenir compte des « aspirations au changement » exprimées par l'électorat.

Cette politique apparaît clairement, en particulier, dans les choix budgétaires du nouveau gouvernement. C'est ce qu'a démontré, la semaine dernière, notre camarade Yves Le Foll, député des Côtes du Nord, à la tribune de l'Assemblée nationale. ■

Si nous étions dans une entreprise et que nous ayons à juger de son bilan, une des questions essentielles que nous serions amenés à poser porterait sur l'équilibre financier et sur la gestion de l'exercice écoulé.

Vous nous présentez aujourd'hui un collectif budgétaire qui rectifie pour plus de 8 milliards de francs la loi des Finances initiale pour 1974 et d'aucun, dans les cercles des plus proches du Pouvoir, laissent entendre qu'un nouveau collectif sera présenté à l'automne, rendu nécessaire par l'évolution économique et notamment la hausse très brutale du coût de la vie. Votre prédécesseur nous avait appris déjà que le Plan n'avait aucune espèce de caractère d'engagement et qu'on le révisait en permanence en fonction des difficultés conjoncturelles ou des nécessités budgétaires. Que « l'ardente obligation » avait été reléguée dans les poubelles de l'Histoire.

Vous allez plus loin encore : le budget ne sera bientôt plus qu'un document indicatif, par l'effet d'une imprévision à vrai dire étonnante lorsqu'on sait de combien de garanties techniques vous vous entourez dans cette citadelle qu'est la rue de Rivoli... On murmure même que l'on élabore à présent dans vos services deux séries d'hypothèses économiques : les unes officielles, celles sur lesquelles reposent — fiction pure, on le verra — vos calculs budgétaires et les documents que vous remettez aux parlementaires, les autres, officieuses mais bien réelles, elles, et qui mesurent le décalage de vos promesses avec la réalité inflationniste actuelle.

Imprévoyance

Il n'y a pas si longtemps, M. Giscard d'Estaing annonçait qu'il espérait pouvoir tenir la hausse des prix aux alentours de 7 %. Les prix sont actuellement à 16,6 % d'augmentation sur la base de votre indice officiel dont les fonctionnaires de l'INSEE ont déjà montré le caractère mensonger et dépassé : par exemple 5 % pour les dépenses de loyer dans le budget des familles, très franchement qui peut y croire ?

Que dirait-on donc, dans une entreprise, du dirigeant qui annoncerait au milieu de l'année que son budget ne pourra pas être bouclé et qu'en particulier il a besoin d'une rallonge (près de 5

milliards de francs, en l'occurrence...) pour payer son personnel et ses retraités (en l'occurrence, les fonctionnaires, les pensionnés et les anciens combattants...) ? J'ai peine à vous le dire M. le Ministre : on dirait qu'il n'est pas, à tout le moins, un bon gestionnaire et peut être bien même qu'il a péché par une lourde imprévoyance.

Mais, au fond, puisque vous voilà face à une faillite, voyons de quelle manière vous entendez y faire face.

Je dirai, d'une part, que vous avez saisi l'occasion de l'avalisation de dépenses inéluctables, pour prendre un certain nombre d'orientations significatives sur la manière dont vous entendez résoudre la crise actuelle du capitalisme.

Je dirai, d'autre part, que vous vous proposez de financer ces dépenses exceptionnelles par des moyens peut être habilement présentés, mais dont l'effet est d'accélérer la restructuration capitaliste en France et correspondent parfaitement aux intérêts de la classe qui a réussi à vous porter au pouvoir.

Si l'on regarde du côté des dépenses en effet, on constate que les principaux chefs d'augmentation concernent les traitements des fonctionnaires, les hausses du coût de l'énergie, les entreprises publiques, le « plan social » et le F.D.E.S.

Pour les fonctionnaires la rallonge est sensible certes mais le retard pris constitue un manque à gagner considérable sur la période que nous venons de vivre. Est-ce à dire, à reconnaître, M. le Ministre, que vos agents, depuis des mois, avaient raison de dire que leurs rémunérations subissaient un retard scandaleux, et que leur pouvoir d'achat se dégradait en termes absolus ? Est-ce à dire que vous désavouez toutes les positions de votre illustre prédécesseur qui leur a refusé, avec une constance remarquable, tout rattrapage ?

Sur les hausses du coût de l'énergie, je n'aurai pas la cruauté de rappeler les belles paroles gouvernementales qui nous furent dispensées lors du vote du budget précédent, en décembre 1973, et aux termes desquelles la France « ne serait pas touchée par la crise énergétique ». Vous avez le pouvoir M. le Ministre. Mais gouverner c'est prévoir. Gouvernez-vous ? Peut-être bien car sur les entreprises publiques, sur le plan social, sur les crédits

du F.D.E.S., le collectif que vous nous présentez prend des options lourdes de sens...

Après vos attaques récentes sur les entreprises publiques, beaucoup pourraient se réjouir de voir une rallonge leur être accordée, si parcimonieuse fut-elle. Mais, c'est d'une part pour réduire le scandaleux retard pris par les transports collectifs, dans les budgets précédents parce qu'ils ont toujours fait les frais des difficultés budgétaires. C'est, d'autre part, pour lancer un programme considérable de centrales nucléaires pour lequel aucune véritable étude d'environnement, de sécurité, de fiabilité n'a été entreprise, et qui repose en sa quasi totalité sur les firmes multinationales de ce secteur, dont vous avez accepté, l'an dernier, messieurs de la majorité de faire des entreprises « européennes », c'est-à-dire habilitées à participer à la construction de centrales et à la production d'énergie électrique, brisant ainsi le monopole d'E.D.F. — soit dit en passant.

Des crédits pour le F.D.E.S. : 650 millions de francs pour soutenir les entreprises privées en difficulté... Il y en aura donc, et lesquelles ? Cela veut-il dire qu'on accompagne par là une politique de ralentissement économique dont on nous aurait caché l'amplitude ?

le plan social : qui paye ?

Enfin, on nous annonce 1 138 millions de francs pour payer le « plan social » annoncé à grand renfort de battage par le gouvernement. Plan d'assistance sociale, devrait-on dire, plan de récupération également car votre marge électorale est bien courte. Mais, sans porter un jugement au fond — nous l'avons déjà fait — puisque nous parlons de questions financières, il est instructif d'examiner le financement du fameux plan social. Alors, je regarde le collectif budgétaire et je vois 1 138 millions de francs. Par ailleurs, je calcule le coût des mesures annoncées — ce n'est pas si simple, mais on y arrive — et pour celles qui ont une traduction concrète, je trouve plus de 8 milliards. Où sont passés les 7 milliards restants ? Ne serait-ce pas à la Sécurité Sociale, qui a quelques milliards d'excédents — lesquels pourraient permettre de relever certaines prestations — que l'on demandera de payer ce plan ? Auquel cas, les travailleurs pourraient se remercier eux-

à l'Assemblée...

DEMASQUE

mêmes : mais eux n'auraient peut-être pas fait ce plan social là...

Du côté des recettes, même impression : des plus values d'inflation considérables, imprévisibles paraît-il, et qui permettent de limiter l'ampleur de ce collectif — cette fois-ci du moins. Des mesures fiscales habilement présentées — il paraît que les riches vont payer pour les pauvres — et dont certains aspects (tout à fait conjoncturels) sont positifs et présentés à grand renfort de publicité, là aussi. Mais, au fond, par la restriction du crédit, par la pression insidieuse mais puissante de la taxe à l'augmentation de la valeur ajoutée qui pèsera sur l'embauche et les salaires, c'est du freinage économique sélectif que vous organisez ; sélectif à l'égard de beaucoup d'entreprises qui ne pourront pas passer les lourdes échéances d'un nouveau relèvement du prix de l'énergie et du

ralentissement conjoncturel : des entreprises petites, moyennes, ou même grandes, mais qui ne disposent pas de formidables moyens financiers et techniques des plus importants groupes industriels et financiers qui dirigent, en fait ce pays. C'est dire qu'à la faveur de ce collectif on a rarement pu avoir une démonstration aussi claire du caractère de classe de notre politique : il nous faut calmer la majorité de Français qui ont « voulu le changement » comme vous dites. Mais il vous faut, en même temps, ouvrir et approfondir la phase de restructuration du capitalisme français en fonction des intérêts du capitalisme mondial.

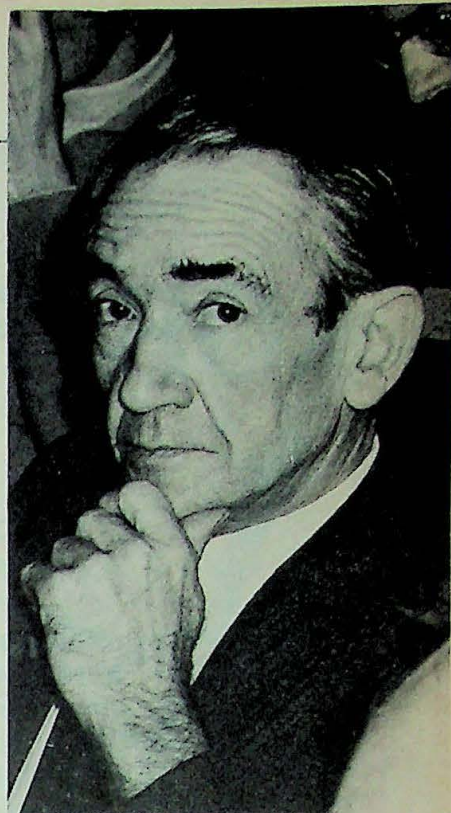
accélérer le processus

Dans votre France, les plus puissants, une fois débarrassés des contradictions avec les inté-

rêts marginaux des groupes sociaux en difficulté qu'a connues le pouvoir défunt, pourront s'épanouir et élargir leur champ d'action à la dimension multinationale. On sait par expérience que ce sont toujours les travailleurs qui font les frais d'une telle orientation.

Or, qu'avez-vous fait pour empêcher cela dans le passé ? Rien, au contraire, même si vous étiez plus prudents.

Que faites-vous à présent ? Vous accélérez le processus. Comme un collectif budgétaire accélère le rythme des dépenses... Et, voyez-vous, vous avez beau développer tout cela de considérations pleines de technicité et de concessions sociales, car vous savez votre base sociale étroite et le feu artistique nécessaire à masquer la dure réalité de l'expansion et du renouvellement



du grand capitalisme, vous ne parvenez décidément pas à cacher le sens dans lequel vous allez. Sur un collectif, texte par nature routinier et qui ne permet guère à de non-spécialistes de déceler habituellement toutes les arcanes de la ligne politique du ministère des Finances, vous êtes obligé, M. le Ministre, de vous démasquer. Soyez certain que nous, nous ne cacherons pas la vérité.

Yves LE FOLL ■

vie du parti

● Rhône : ça se maintient !...

La fédération PSU du Rhône vient de tenir un congrès extraordinaire. On vous en dit deux mots, parce que la situation à Lyon et dans le Rhône n'était pas des plus claires depuis que certains militants, relativement nombreux dans cette fédération, ont cru devoir quitter le PSU et s'ériger en un soi-disant PSU-maintenu.

Enfin, bref, ça s'éclaircit. Les camarades de Lyon ont élu un nouveau bureau fédéral. Ils ont aussi écrit aux journaux pour remettre les choses à leur place. Et aux autres organisations de gauche et d'extrême-gauche aussi, pour les mêmes raisons. Nous publions quelques extraits de cette deuxième lettre et saluons fraternellement les copains du Rhône, qui sortent de plusieurs mois de débats internes qui ont toujours été difficiles, et parfois... déplaisants.

La lettre dit notamment ceci :

« Un certain nombre de membres lyonnais du PSU ont jugé politiquement nécessaire de démis-

sionner de ce parti. C'est là leur droit le plus strict, et le PSU n'a jamais participé de l'esprit de chapelle qui condamne tout démissionnaire et le qualifie de ré-négat. »

« Ceci ne signifie pas que ces militants aient le moindre droit à s'intituler « PSU Maintenu ». Un petit groupe de démissionnaires ne peut évidemment prétendre confisquer à son avantage tout l'acquis du PSU, en s'autoproclamant seuls continuateurs du parti, après l'avoir quitté... Cette prétention est d'autant plus ridicule et d'autant moins démocratique, qu'elle ne concerne qu'une fraction infime de militants (environ 2 % des effectifs du PSU), concentrée essentiellement à Lyon. »

« Il doit donc être bien clair que l'organisation s'intitulant « PSUM » n'a plus rien à voir avec le Parti Socialiste Unifié, et ne constitue qu'un groupe lyonnais supplémentaire au sein de l'extrême-gauche. Ceci justifie évidemment qu'au niveau national où l'abus de confiance est en-

core plus caractérisé, le dialogue entre PSU et « PSUM » ne soit possible qu'à partir du moment où un sigle nouveau sera adopté par ce groupe de militants. »

Par ailleurs, le bureau fédéral du Rhône signale l'attitude — comment dire — discutable, des militants du soi-disant PSUM, en ce qui concerne le local du PSU de Lyon, qu'ils ont cru, par erreur sans doute, pouvoir s'approprier. Paraît même qu'ils occupent les lieux manu militari. Le PSU de Lyon a refusé l'affrontement physique, explique toujours la lettre, mais « prendra toutes mesures utiles pour recouvrer la possession du local lui appartenant politiquement, 44 rue St-Georges. Le PSU se refuse à céder au chantage à la morale révolutionnaire que monte le groupe se disant « PSUM », tout en y contrevenant lui-même simultanément de façon grave. Les militants qui utilisent périodiquement ces locaux devaient être mis au courant. »

Voilà. On a pensé que ça vous ferait plaisir de l'être aussi.

stages d'été

Plus que jamais, il est indispensable de renforcer la cohésion du parti. Un important effort est fait cet été avec trois stages politiques et un stage « sérigraphie ». Nous rappelons ici les lieux et dates :

— **Stages politiques :**

- Les Guions - (Hautes-Alpes) : 25 au 31 août
- Château de Mons - (Gers) : 26 au 31 août.

— **Stage « sérigraphie » :** Les Guions - (Hautes-Alpes) : 18 au 24 août.

Adressez-vous à votre fédération

— **stages paysans :** la commission nationale agricole et « Découverte et Culture Loisirs » organisent pendant l'été des stages chez des camarades paysans, dans le but, notamment, d'allier la pratique du travail manuel agricole à la connaissance des conditions de vie à la campagne, en vivant dans une famille paysanne.

DCL — 94 rue Notre Dame des Champs - 75006 Paris tél. 325 00 09.

— **stage étudiant :** du 8 au 14 septembre, aux Guions (Hautes Alpes). Inscriptions au secrétariat étudiant - 9 rue Borromée - 75015 Paris.

ORTF : pour les beaux yeux du privé

La 3ème chaîne sera consacrée à la « libre expression ». Mes princes ! Quel aveu... L'expression n'est donc pas, comme vous nous l'aviez toujours dit, libre sur l'ensemble du réseau ? La Nième réforme de l'Office est donc prête ; et si Giscard n'a pas osé s'attaquer de front au monopole, tout sera fait, quand même, soyez-en sûrs, pour les beaux yeux des intérêts privés...

Il ne s'agit pas d'un problème de spécialiste : tous les Français sont concernés par les décisions prises par le gouvernement pour « réorganiser » la radio et la télévision.

plus d'ORTF

Premier point : en fait de réorganisation, l'ORTF est simplement supprimé. Plus d'Office de radio télévision française ! Sans doute la machine était-elle énorme et difficile à conduire. Mais il s'agissait d'un organisme

d'Etat mis en place pour assurer le fonctionnement d'un monopole d'Etat. Pourquoi cette suppression ? On sait que la Commission de contrôle de la gestion de l'Office a publié un rapport soumis à l'Assemblée nationale (le « rapport Chinaud ») qui dénonce une assez vaste gabegie — et qui essaie de faire retomber sur les travailleurs de l'Office la responsabilité d'erreurs de gestion que les syndicats n'ont cessé de dénoncer.

Citons à ce sujet la déclaration de la Direction politique nationale du PSU en date du 30 juin 1974 :

« Il est vrai que l'Office a été mal géré pendant des années. A qui en incombe la responsabilité, sinon à la majorité parlementaire — aujourd'hui inchangée — de la Vè République ? Il serait tout de même extraordinaire que le pouvoir réussisse à tirer argument, pour sa politique de liquidation, des erreurs accumulées par... les ministres, les PDG, les directeurs généraux et les directeurs librement nommés par lui depuis 15 ans !

« Il faut rappeler d'ailleurs que l'ORTF est la seule entreprise publique qui ait été jusqu'ici entièrement autofinancée : l'Office n'a jamais eu recours à l'aide financière de l'Etat, même pour les investissements considérables qu'il a dû réaliser pour construire son infrastructure technique y compris la mise en service de nouvelles chaînes de TV ». (...)

pourquoi une nouvelle loi ?

On sait qu'au sein du gouvernement, des voix aussi puissantes que celle du ministre d'Etat, Michel Poniatowski, réclamaient ouvertement que l'ORTF — en tout ou en partie — soit bradé aux intérêts privés ; des intérêts nombreux parmi les Républicains indépendants et qui se sont manifestés depuis longtemps.

En rendant compte lui-même des décisions prises par le Conseil des ministres du 3 juillet, Jacques Chirac semblait s'excuser auprès de ce lobby des intérêts privés : « On aurait pu, disait-il, envisager la privatisation. Le gouvernement n'a pas cru devoir retenir cette solution... » Qu'en termes prudents ces choses là sont dites ! Aucune prise de position ferme, aucun engagement pour l'avenir : sous ce régime la privatisation menacera toujours un moyen d'action et de profit aussi puissant que la radio-télévision.

Si le gouvernement renonce pour l'instant à vendre ou à donner l'ORTF aux intérêts privés on peut se poser une question : pourquoi n'applique-t-il pas la loi de 1972 qui prévoyait une décentralisation tout à fait semblable à celle qui nous est annoncée ? On sait qu'Arthur Conte avait été nommé par son ami Pompidou pour réaliser cet éclatement de l'ORTF en sept « régions autonomes ». Tous les personnels de l'Office s'étaient opposés à cet éclatement qui pouvait faciliter ensuite une privatisation morceau par morceau ! Arthur Conte liquidé, l'actuel PDG de l'ORTF, Marceau-Long, a passé l'hiver à préparer cet éclatement. Tous les textes sont prêts, il suffisait de signer les décrets.

Le Conseil des ministres a préféré remettre l'ouvrage sur le métier. Il va rédiger une autre loi qu'il va soumettre à une session extraordinaire du Parlement au cours de l'été. Il faut aller vite : la réforme doit entrer en vigueur au 1er janvier 1975.

Pourquoi cette nouvelle loi, ce nouveau vote, s'il s'agit seulement de remplacer les régies prévues par des sociétés indépendantes ? (*) Seuls les textes qui seront proposés permettront de répondre. Mais il semble bien que la loi de 1972, d'inspiration UDR, affirmait trop précisément le monopole et maintenant trop bien la liaison entre ces organismes d'Etat. Des sociétés entièrement indépendantes seront plus faciles à livrer une à une aux intérêts privés.

Quelle que soit l'organisation prévue, rappelons que, pour nous, le point essentiel c'est que la radio et la télévision nationales échappent à la fois au contrôle des publicitaires avides de profit et à celui du gouvernement. Radio et télévision doivent être mis au service de la nation. C'est la

position que rappelle la DPN du PSU déjà citée :

« Faire de l'ORTF un véritable service public : faire et non pas refaire, car l'ORTF n'a jamais fonctionné comme un instrument au service de la population. Dans l'immédiat, cela revient à :

— refuser tout abandon de responsabilités au profit des intérêts privés ;

— restituer à l'Office les fonctions qu'on lui a déjà retirées au bénéfice du secteur privé (vidéo cassettes) ;

— supprimer tout contrôle du ministère des Affaires étrangères sur la DAEC (Direction des Affaires Extérieures et de la Coopération de l'ORTF) et toute censure étatique sur les émissions à destination des DOM-TOM ;

— doter la radio-télévision d'un organe de délibération et de direction démocratiquement désigné et composé de représentants authentiques des travailleurs et des organes régionaux ».

Les programmes sont-ils faits pour le gouvernement ou pour le public ? Ce dernier point est capital. Il s'agit de savoir qui, en dernière analyse, décidera du contenu des programmes. Ceux-ci sont aujourd'hui devenus la plus importante source d'information, de divertissement et de culture pour tous les Français. Qui déciderait jusqu'à présent des informations auxquelles les Français ont droit, des divertissements qu'ils préfèrent, de la culture qui leur sera proposée ? Un conseil d'administration fantoche où les représentants de l'Etat ont toujours détenu la majorité et un PDG nommé par le gouvernement et révocable à volonté.

Qui en décidera demain ? Jacques Chirac l'a précisé le 3 juillet : les sept sociétés de radio et de télévision seront « autonomes et responsables ». « Le rôle de l'Etat se bornera à désigner les dirigeants et à imposer un cahier des charges ».

Autrement dit, rien ne sera changé : un seul Office ou sept sociétés seront toujours au service du gouvernement. Le seul moyen pour mettre un terme à cette pratique serait de créer des organismes directeurs réellement indépendants où soient ma-

UN EVÉNEMENT CONSIDÉRABLE
en politique et en exégèse

Fernando Belo

LECTURE MATERIALISTE DE L'EVANGILE DE MARC

- 1 Théorie formelle de production
- 2 Le mode de production de la Palestine du 1^{er} siècle
- 3 Traduction nouvelle et commentaire de Marc
- 4 Essai d'ecclésiologie matérialiste

"Après Belo, on ne pourra plus lire la Bible comme avant"

(P. Blanquart, Politique Hebdo)

416 pages

cerf

55 F

ajoritaires téléspectateurs et créateurs et devant qui les dirigeants seraient responsables.

Les programmes sont faits pour le public. C'est le public (c'est-à-dire les masses populaires) qui doit décider de leur contenu. Citons ici encore la déclaration de la DPN du PSU :

« Il est vrai que, depuis des années — ayons le courage de l'avouer et de reconnaître en la matière nos propres insuffisances — le mouvement ouvrier, par la voix de ses organisations, n'a pas assez su expliquer en quoi le thème traditionnel de la « défense du monopole » recouvrait les aspirations des masses populaires.

« C'est que pour elles, et très légitimement, le vrai problème n'est pas là, mais bien dans la conception et le contenu des programmes de radio et de télévision. C'est sur ce terrain qu'il faut d'abord se placer. Les travailleurs en ont assez d'une télévision qui entend consciemment séparer artificiellement culture et divertissement : une culture ennuyeuse pour tous et des divertissements abrutissants pour tous. Les travailleurs, les auditeurs, les téléspectateurs en ont assez que la vie quotidienne montrée à l'écran n'ait qu'un rapport lointain avec leurs problèmes réels, que l'information néglige la réalité de la vie sociale au bénéfice des structures institutionnalisées de la vie politique. C'est la mise en cause de tout cela qui est essentielle ».

un drôle de budget

Le plus clair des décisions annoncées mercredi dernier, c'est l'augmentation de la redevance qui passe à 140 F pour le noir et blanc et 210 F pour la couleur. Une décision prise voilà des semaines, mais que le gouvernement n'avait pas appliqué avant l'élection du président de la République.

En même temps que cette augmentation, nous est annoncée une politique de stricte économie. C'est-à-dire moins d'argent pour faire les mêmes programmes. Depuis des années, les (mauvais) gestionnaires de l'Office prétendent sans cesse faire autant d'heures de programme avec des moyens sans cesse réduits. D'où une baisse constante de la qualité.

Les personnels de la production chargés de faire des émissions ont toujours protesté contre ce mépris du public. Les revendications des grévistes de la télévision concernant leurs conditions de travail n'ont pas d'autre sens. Car on rend responsables ceux qui font les émissions d'une mauvaise qualité dont le public est le premier à souffrir et dont les vrais responsables sont les gestionnaires qui prétendent équilibrer le budget en réduisant les moyens effectués aux émissions.

Chacun sait à l'Office que le « déficit de l'ORTF » qui fait depuis des mois l'objet de révélations à sensations n'est qu'un trompe-l'œil. Il suffisait que l'Etat ne prélève pas la TVA sur la redevance pour que le budget soit équilibré (cette taxe parafiscale est la seule sur laquelle l'Etat prélève un autre impôt). Il suffisait ainsi que le budget de l'Etat paie le prix des émissions de la campagne électorale à l'ORTF, ou le prix des services fournis aux différents ministres, ou celui des exonérations de taxe décidées par le gouvernement. Car il n'est pas normal que les téléspectateurs en payant leur redevance, financent des frais qui relèvent du budget général.

Il est peu vraisemblable que l'éclatement de l'ORTF et la suppression de cet organisme d'Etat mette fin à ces abus. Il est plus vraisemblable que seront progressivement abandonnés aux entreprises privées tous les secteurs rentables et laissés à la charge des établissements publics toutes les charges et services à rendre au gouvernement. D'autres exemples montrent que c'est ainsi qu'est conçu le fonctionnement des « entreprises mixtes » en régime libéral. Privatisation du profit et étatisation des charges.

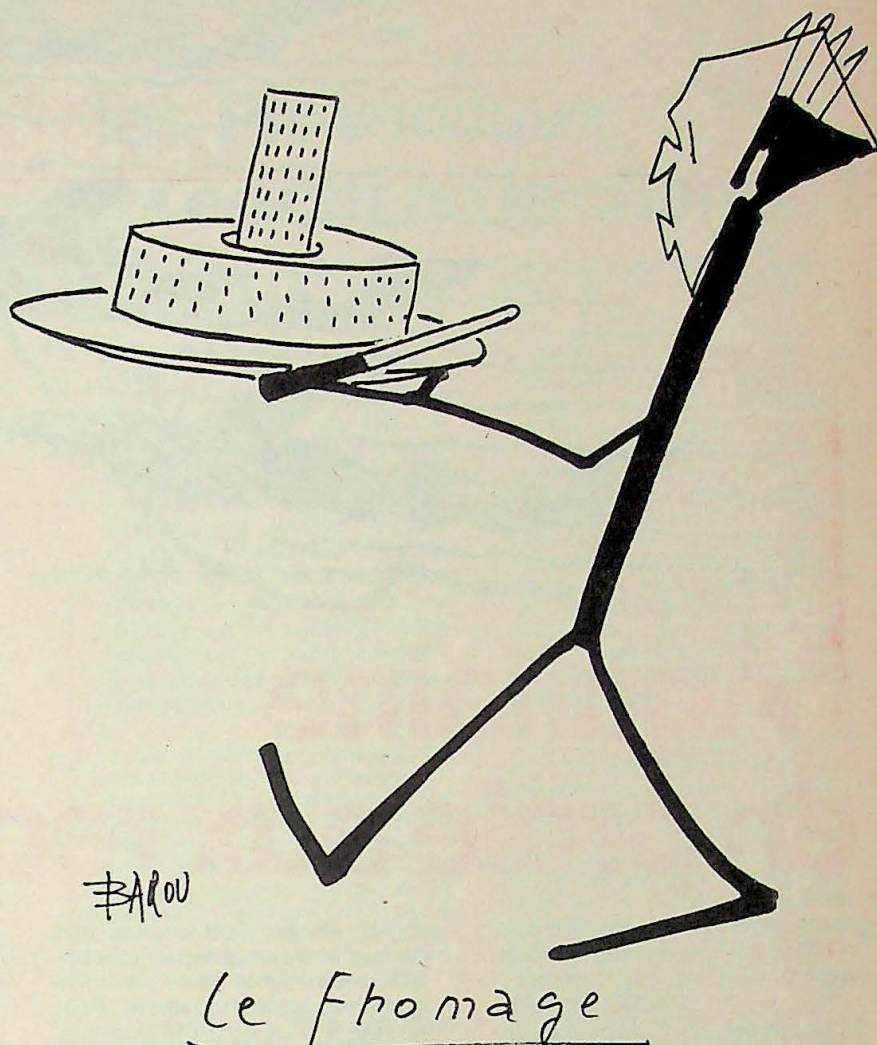
les menaces de demain

Le problème posé par l'ORTF, aussi énorme soit-il, n'est d'ailleurs que la partie visible d'un énorme iceberg. Les intérêts privés ne s'intéressent aux programmes qu'en fonction des énormes profits qu'ils attendent des nouveaux moyens audiovisuels. Le monopole dont discutent les gens sérieux n'est pas le monopole d'Etat de la radio et de la télévision, mais le monopole privé des cassettes qui permettront à chacun d'acheter un film ou une émission comme on achète un disque.

Pour ne pas livrer seulement les batailles d'hier, mais prévoir les vrais terrains de lutte, ceux de demain, il faut, selon les termes de la DPN du PSU, organiser une politique démocratique de l'audio-visuel :

« Organiser une politique démocratique de l'audio-visuel — la lutte pour faire de l'ORTF un véritable service public doit s'étendre à l'ensemble des activités audio-visuelles. Cela concerne les vidéo-cassettes et vidéo-disques. On sait que, par l'intermédiaire de la société Vidéo-grammes de France, Hachette et quelques autres entreprises vont pouvoir réaliser de substantiels bénéfices à partir de la « mise en conserve » d'émissions financées par les redevances des téléspectateurs. Cela ne saurait être toléré.

« Cela englobe aussi la télé-distribution (TV par câble), pour laquelle le dispositif industriel privé est déjà prêt. Exiger que



dans ce domaine aussi soit assuré un véritable service public, c'est refuser que le profit soit le seul maître de la politique de la culture, c'est aussi refuser que le gouvernement agisse en toute liberté soit directement, soit sous le couvert d'une société d'Etat échappant à tout contrôle, la SOFIRAD, dont l'influence ne

cesse de croître. Les collectivités locales, les centres de formation permanente, tous les organismes publics ont ici leur rôle à jouer, avec le concours et sous le contrôle des travailleurs et de leurs associations syndicales, culturelles et populaires ».

Jacques BUTHIERS. ■

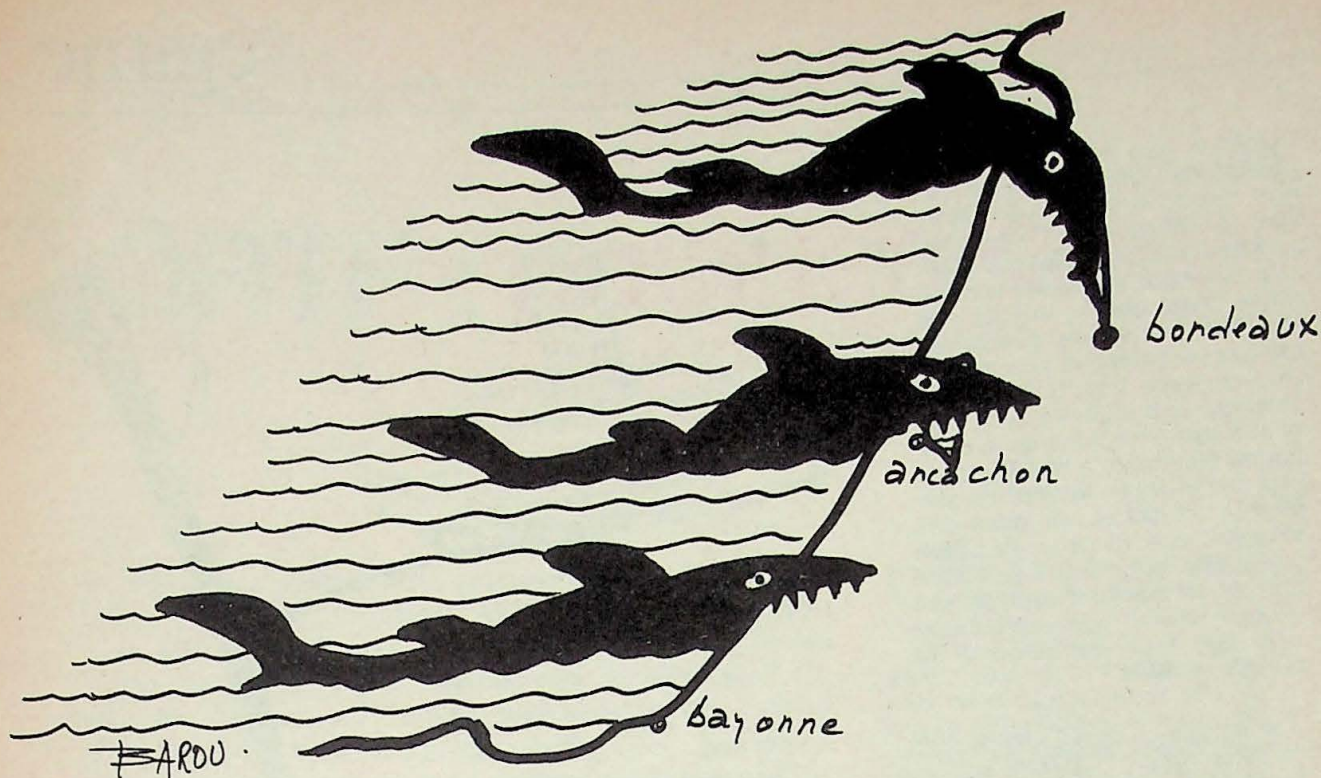
* Dans les deux projets, il est prévu :

- 1 — un organisme technique de diffusion et de coordination ;
- 2 — une société pour la radio et pour chacune des trois chaînes de télévision ;
- 3 — un organisme de « production lourde » aux Buttes-Chaumont.

Communiqué

En faisant éclater l'O.R.T.F. en sept sociétés nationales, le gouvernement inaugure un double jeu bien révélateur du nouveau régime. Il conserve les apparences, celle des monopoles et celle du service public, mais en réalité il change la nature et le contenu. Le monopole sert seulement à fournir le sous-bassement public au libre jeu des intérêts privés, dans la production comme dans la diffusion. Le service public laisse place à la concurrence entre des entreprises indépendantes de radio ou de télévision qui chercheront à développer leur financement propre, à partir de la publicité et des contrats qu'ils pourront obtenir. Première et deuxième chaîne de télévision se développeront sur cette base et rien n'interdira — et c'est pourquoi il y faut une loi — que de nouvelles sociétés apparaissent pour une 4ème ou une 5ème chaîne, mettant fin ainsi au monopole, déjà singulièrement amoindri par le système des périphériques. Quant à la 3ème, elle devient le fourre-tout des laissés pour compte : la région, le cinéma, les mouvements, les partis, les syndicats. Consacrer la 3ème chaîne à la « libre expression », c'est se donner à bon compte une soupape de sécurité devant les revendications nées de Mai 68, sans danger et sans poids réels. En s'exprimant abondamment et directement sur la 1ère chaîne, le premier ministre a déjà montré la voie. Le gouvernement et les intérêts privés ont conclu un mariage de cœur et de raison : il leur faut désormais gérer leur commun patrimoine. Mais le public, lui, ne se laissera pas faire. Une prise de conscience de ce qu'implique un véritable service public est en train de se développer.

Robert CHAPUIS,
Secrétaire national ■



l'Aquitaine en proie aux requins

Qu'Aquitaine est, depuis bien longtemps, une région sous-développée par rapport à l'ensemble du territoire, et même à l'ensemble de l'Europe. Les activités traditionnelles — l'agriculture notamment — sont en déclin. Bien des entreprises ferment et celles qui viennent se fixer sont rares. Aussi, la population soumise au sous-emploi, au chômage, est-elle souvent condamnée à l'exode. Exode vers Bordeaux, et surtout — puisque l'agglomération bordelaise offre peu de possibilité de travail et des salaires bien peu élevés — vers les zones dites « développées » du reste de la France.

Face à cette situation préoccupante, le pouvoir nous offre une solution « miracle » : l'aménagement de la Côte Aquitaine, qui — s'il faut en croire M. Biasini — va donner un souffle nouveau à l'économie, créer des emplois, bref, permettre à l'Aquitaine de trouver sa véritable — et seule — vocation : le tourisme.

En effet, si la côte seule est, pour le moment, visée par le plan d'aménagement, toute la région est destinée dans un proche avenir au tourisme. En attendant les effets de ce tourisme — miracle économique ! — ou pour mieux lui faire place nette, on précipite le déclin des secteurs d'activité existants. Ce n'est pas un hasard si l'Office national des forêts a décidé l'extinction du gemmage dans le massif forestier de Gascogne appartenant à l'Etat, au moment même où des villages du Périgord étaient vendus à des Canadiens, après que l'on en eut chassé les derniers habitants.

neuf unités

Et les promoteurs arrivent.

En effet, la nature, c'est bien, mais il faut « l'aménager ». Une

région vierge, c'est comme une mine d'or ou un gisement de pétrole. Ça s'exploite. Méthodiquement, scientifiquement. Pour en tirer le plus de profit possible.

Le plan d'aménagement Biasini prévoit neuf unités principales d'aménagement (UPA) le long de la Côte Aquitaine, du Verdon à Hossegor. Ports hauturiers et ports de plaisance, hôtels de front de mer et ensembles immobiliers, routes et canal transaquitain vont s'ajouter à l'infrastructure déjà existante. 900 000 lits supplémentaires d'ici 1980 ! Le tout s'accompagnant d'une sérieuse sélection de la clientèle. « **L'aménagement touristique ne peut aller sans une réflexion sur la production et la consommation, la répartition profondément inégale des clientèles solvables en fonction des couches sociales** » nous dit-on.

En attendant cette « réflexion », la pratique de la mission est sans ambiguïté : elle s'efforce de racheter les campings installés près des plages, et de les repousser vers l'intérieur des terres. C'est le touriste au haut niveau de vie (pratiquant cheval, bateau de haute mer...) qui profitera du soleil de M. Biasini.

Sur le plan écologique comme sur le plan humain, cet « aménagement » risque d'être catastrophique pour l'Aquitaine. On peut facilement imaginer les conséquences sur cette région dont l'équilibre naturel est récent et fragile. Le mur de béton pèsera lourdement sur l'hydrographie incertaine du pays, et l'on sait déjà que le canal transaquitain risque d'entraîner l'assèchement de certains étangs. La forêt arrêterait les vents d'Ouest, et sa destruction partielle fait courir des dangers aux zones maraîchères, viticoles et fruitières du Médoc et du Blayais. Et comment les parcs

à huître du bassin d'Arcachon supporteront-ils l'accroissement de pollution, alors que l'on prévoit l'installation de 80 000 lits supplémentaires autour du bassin ?

Ce saccage, on le sait, n'assurera même pas le décollage économique. Le tourisme, certes, peut constituer une activité complémentaire non négligeable sous certaines conditions, mais il ne peut pas être le moteur du développement d'une région.

le miroir aux alouettes

Quant aux emplois créés — essentiellement saisonniers — équilibreront-ils seulement ceux supprimés par la disparition d'un certain nombre d'activités économiques locales ? Rien n'est moins sûr, il faut bien le dire. De plus en plus d'habitants de la région vont se trouver en face de ce choix déchirant : trois mois de travail par an, ou l'exode.

Aussi les Aquitains, même si certains élus locaux se sont laissés duper par le miroir aux alouettes, commencent-ils à prendre conscience de la situation et à s'organiser pour la lutte.

Au niveau régional, une campagne d'information et de sensibilisation a été lancée, par des tracts, des communiqués de presse. Mais là, toute tentative se heurte au monopole de l'information. Un seul grand journal d'un côté, et l'ORTF de l'autre, cela laisse peu de possibilités pour des informations mettant profondément en cause l'organisation capitaliste. La bataille pour imposer à la télévision régionale le droit pour les organisations sociales, culturelles, syndicales, politiques, d'exprimer leurs points de vue et de débattre de la région et de son devenir, s'impose plus que jamais.

Au niveau local, un certain nombre de comités de base se sont organisés, ou s'organisent, de Capbreton à Lacanau, en passant par le bassin d'Arcachon, pour lutter contre la détérioration des sites, dénoncer le tourisme de classe, et tenter d'imposer des solutions qui permettent aux travailleurs de rester ou de revenir au pays, de travailler et de vivre à l'endroit de leur choix. A Capbreton déjà, le comité de défense « Côte Aquitaine » local a engagé un procès contre la mission Biasini. Dans cette zone, tous les travaux d'aménagement ont été — provisoirement — arrêtés.

Mais lutter contre le plan d'aménagement ne suffit pas. De plus en plus, face au pillage de la région et à la vocation essentiellement touristique qu'on lui destine, il faut se battre pour un autre projet de développement : un développement harmonisé, résultant d'une adéquation entre les besoins individuels et les besoins collectifs, entre les villes et les campagnes, entre les différentes régions ; un développement orienté vers certains objectifs sociaux et collectifs que néglige le système actuel, car ils ne sont pas rentables. Ce n'est pas une progression quantitative d'un taux de croissance (dont on peut critiquer d'ailleurs les bases de calcul) qui importe le plus, mais la valeur qualitative de ce taux.

sur place

Un rééquilibrage économique de la région est donc nécessaire.

NIES E NCES

disparition ou recul des sous-emploi et exode, telle est une des logiques capitalistes. Un développement en deux : d'une part, l'industrialisation, l'agglomération, sur-industrialisation de l'autre, d'immenses zones, servent de réserve pour les besoins — comme le tourisme, à moins d'installations militaires. Mais ceux qui refusent la guerre, et se battent pour un monde meilleur...

Il passe d'abord par la consolidation des activités déjà existantes : agriculture, viticulture, élevage, ostréiculture, pêche, exploitation rationnelle de la forêt...

Il serait nécessaire ensuite de développer l'économie à partir de ces activités : industries alimentaires ou industries liées au bois (imprimeries par exemple).

Il faudrait aussi implanter, de manière très décentralisée, dans de petites et moyennes agglomérations, de nouvelles activités entraînant la création d'emplois dans le secondaire et le tertiaire. Des industries légères, non polluantes, comme celles de l'électronique. Mais aussi, pourquoi pas, des maisons de santé, de repos, de convalescence, des centres de rééducation pour handicapés, des foyers d'accueil et d'animation culturelle pour les jeunes, le troisième âge, etc.

Quant à l'industrie lourde, notamment la pétrochimie, et la chimie, plusieurs problèmes se posent. D'abord, des études sérieuses doivent être entreprises pour déterminer le seuil de pollution au-delà duquel l'équilibre écologique de la région serait menacé. Etant entendu que, d'ores et déjà, une action énergique doit être développée pour limiter, le plus possible, les nuisances de ces industries. D'autre part, leur implantation doit tenir compte de l'environnement. A ce titre, le chevauchement du projet du complexe pétrolier du Verdon avec le plan d'aménagement de la côte est un bon exemple de ce qu'il ne faut pas faire.



Ceci dit, il faut chercher à exploiter sur place les matières premières et les sources d'énergie existantes (gaz, électricité) ou importées (pétrole). A ce sujet, il devient de plus en plus urgent de trouver un substitut au déclin du gisement de Lacq qui va s'amorcer dans quelques années.

plusieurs impératifs

Ces propositions signifient-elles que nous sommes hostiles au tourisme en Aquitaine ? Certes non. Mais ce tourisme, cette ouverture nécessaire de la région aux vacanciers, à ceux qui cherchent la forêt, la mer et le soleil, devra obéir à plusieurs impératifs.

— il devra être essentiellement orienté vers les masses populaires, et ne pas aggraver le milieu naturel fragile ;

— il devra rompre aussi avec ce qu'est le tourisme actuel, tourné avant tout vers le profit, et — aussi curieux que cela puisse paraître — étant données les masses de populations concentrées — vers la solitude ;

— il faut qu'il soit, au contraire, une occasion de connaissance de la vie socio-économique et culturelle de la région, de contact avec les populations locales. C'est pourquoi il faut développer, entre autres, des foyers d'animation, les gîtes ruraux, le camping à la ferme, les séjours chez l'habitant, qui permettent une meilleure connaissance — et un plus grand respect — des préoccupations de chacun.

Quel développement touristique peut être accepté par le pays sans en subir de graves troubles irréversibles ? Comment mettre en place un véritable plan d'aménagement soucieux de donner à la région un équilibre : économie-écologie ? C'est aux populations de prendre en main ces problèmes, de définir le développement et le rythme d'évolution qu'elles jugent souhaitables, dans le cadre, bien entendu, d'un développement harmonieux de l'ensemble du territoire qui permettra — mais c'est alors d'une autre société qu'il s'agit — l'épanouissement économique et culturel des collectivités et des individus.

Pierre BRANA ■



les Provençaux, ils en ont de la chance !

Ces Provençaux, ils en ont de la chance ! Ils vivent au pays du soleil, de l'air pur où règne l'odeur du thym, du romarin, de la lavande et des milliers d'espèces de fleurs qui recouvrent le pays. Ils vivent dans un pays sauvage et beau avec ses sommets enneigés, ses gorges encaissées, ses villages perchés. Ils peuvent offrir au monde des champs de détente pour les skieurs, un royaume pour les botanistes, un cadre merveilleux pour les photographes, les artistes...

Ces Provençaux jouissent de grandes richesses... « Restefond » sera bientôt la plus grande surface skiable du monde et offrira 30 000 lits aux touristes. L'aéroport de Vaumailh près de Sisteron pourra accueillir les Américains qui, en Concorde viendront passer leurs week-end en Provence, découvrir les gorges du Verdon qui valent bien les canyons du Colorado.

Les Alpes de Haute-Provence détiennent près de Manosque, la réserve de pétrole permettant à la France de résister pendant plusieurs mois à toute crise (le pétrole est stocké dans d'énormes cavernes creusées dans les nappes de sel qui se trouvent sous le parc national du Lubéron). Elles détiennent Cadarache et son centre de recherches atomiques.

Pourtant :

— si 1% de l'énergie électrique nationale est originaire des Alpes de Haute-Provence, l'économie et la survie du département dépendent essentiellement de l'existence de l'usine Rhône-Progil ;

— si l'agriculture a encore un rôle essentiel, l'armée, le tourisme et le Crédit agricole chassent peu à peu les agriculteurs de leurs terres ;

— à l'époque du règne de l'industrie, on s'aperçoit qu'il n'y a pas plus d'ouvriers dans les industries de transformation qu'il n'y en avait voici un siècle. C'est qu'il y a 100 ans, le département était parsemé de filatures, papeteries, menuiseries, tanneries qui, toutes, ont disparu pour ne céder la place qu'à deux usines de produits chimiques : Rhône-Progil (2 000 employés) à Château-Arnoux et la Sapchim (300 employés) à Sisteron.

le progrès...

En regardant plus en détails, on constate que la population agricole se concentre sur les grands centres avant de s'expatrier sur les grandes métropoles : Marseille, Lyon, Paris. En contrepartie, les villes en expansion Manosque et Château-Arnoux reçoivent des travailleurs de tous les pays et de toutes les régions de France drainés là pour les besoins de l'industrie ; déjà avec Pra-Loup, mais bien plus avec Restefond des paysans sont expulsés des hautes val-

lées. Le ski doit régner, l'agriculture n'est pas rentable. Mais que deviendront ces hommes lorsqu'ils se retrouveront à la tête de 10 millions d'anciens francs à la recherche d'une ferme ou d'un emploi à Marseille ? qui entretiendra l'irrigation des collines pour préserver la végétation et éviter le ravivement ? Qui fauchera l'herbe pour qu'elle retienne la neige et évite les risques d'avalanche ? L'écologie n'est pas le souci des partisans de la société de profit, elle ne sera pas davantage celui des saisonniers qui viendront animer les stations touristiques. Ainsi, ni ceux qui viennent, ni ceux qui partent ne tireront profit de cette situation.

Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est là le progrès, qu'il y a le bon et le mauvais côté, que c'est la loi de la nature. Les Provençaux ne sont pas égoïstes. Il n'est nullement question pour eux de s'enfermer sur eux-mêmes pour jouir seuls de leur soleil. Des milliers d'années d'histoire montrent qu'ils ont de tout temps été une terre de refuge. C'est en fait une politique bien orchestrée pour désindustrialiser le département et le partager entre l'armée et le tourisme. Malgré de nombreuses manifestations et pétitions, la fermeture des lignes S.N.C.F. se poursuit et peu à peu les routes s'encombrent de camions. Un projet d'autoroute séduit de nombreux Provençaux mais ce n'est pas à 140 km/h qu'on visite la Provence. Ce n'est pas par ce moyen qu'on desservira les 243 communes du département. Bien au contraire, l'autoroute permettra de sauter les Alpes de Haute-Provence pour rejoindre Turin ou Grenoble.

marche le 13 juillet

De même, tout porte à croire que l'aéroport de « Vaumailh » poursuit cette politique de paupérisation de notre département, même si quelques réalisations resplendissantes viennent en masquer la réalité. Seule une gigantesque opération de marketing peut permettre l'exploitation et le pillage de notre région. C'est dire les moyens qui vont être employés pour réaliser cette opération. C'est dire également la puissance de ceux qui la dirigent et le peu de scrupules qu'il faut attendre de leur part.

Les paysans de Vaumailh se sont organisés dans l'ARAST (Association des Riverains de l'Aérodrome Sisteron Thèze-Vaumailh, 04200 à Vaumailh). De nombreuses pétitions commencent à circuler et un appel à participer à une marche sur Vaumailh le 13 juillet est lancée. Des organisations politiques, syndicales, occitanes et écologiques ont déjà assuré leur soutien et leur participation. La fédération P.S.U. des Alpes de Haute-Provence qui n'a cessé de dénoncer le pillage économique du département appelle tous ses militants et sympathisants à s'associer à cette action.

PAYSANS : un Brochet dans le lait

Le 18 juin, des syndicalistes de Loire-Atlantique, du Morbihan, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne arrêtaient près de la Guerche (35) un camion de poudre de lait appartenant à la société **Brochet**. La décision avait été prise la veille par les membres du Comité de défense et les FDSEA des départements cités, à l'exception de l'Ille-et-Vilaine (tendance Debatisse).

L'action avait pour but d'amener la société Brochet à reconnaître ses torts en vendant à des éleveurs de veaux la poudre de lait « **Mamellob** » de qualité défectueuse qui leur a fait perdre des sommes importantes (jusqu'à plusieurs millions d'AF) du fait de la mauvaise croissance ou de pertes de veaux nourris avec cette poudre.

Durant toute la nuit de mardi et le lendemain, des groupes d'agricul-

teurs de tous les départements concernés se sont relayés sur place pour garder le camion et discuter ensemble de la suite de l'action.

Le PDG de la firme s'est obstinément refusé à venir s'expliquer sur place. En revanche, les agriculteurs ont reçu la visite des gendarmes du coin et d'un huissier qui est reparti la gueule enfarinée (au sens réel) comme il convenait de le recevoir.

comme à Lip

Devant le refus systématique de Brochet d'entamer des négociations (sous prétexte qu'une procédure — bien aléatoire — serait en route pour déterminer la défectuosité de la poudre) l'action syndicale allait-elle s'enliser dans une impasse ? C'était se tromper sur l'imagination des paysans qui, en groupe, discutaient sur la

manière de débloquent la situation et de poursuivre l'action.

Il y a un an, les **Lip**, devant l'impasse des négociations sur la sécurité de l'emploi, s'étaient constitués un « stock de guerre » de montres. Ce n'est pas autre chose que firent les syndicalistes la nuit suivante : les dix tonnes de poudre de lait ont été « enlevées » et « mises en réserve ». Elles constituent une « monnaie d'échange » qui sera restituée dès que les éleveurs auront été correctement indemnisés. Au-delà de cette affaire, c'est toute la pratique des firmes d'aliments du bétail qui est visée.

Le cas Brochet illustre à merveille la pratique courante des firmes d'aliments du bétail qui ne se soucient guère de la rémunération du travail des agriculteurs : ce qui les intéresse, c'est de vendre des aliments et de faire des profits. Bien plus, lorsque le compte de l'élevage est soi-disant déficitaire, ces firmes demandent aux paysans de leur verser de l'argent... Ce sont « **des dettes pour salaire** », titre d'un film monté par les paysans-travailleurs à propos d'une affaire d'intégration d'agriculteurs par Sanders dans le Lot et Garonne.

Corresp. ■

● **Aux Tanneries Françaises Réunies**, la direction vient d'informer le comité d'entreprise de 13 licenciements à Bort (Corrèze) sur 366 emplois, 182 au Puy sur 1 088 emplois, fermeture de l'usine à Annonay (Ardèche), 500 travailleurs. On fait des économies sur les salaires. Car bien entendu, il s'agit pour ceux qui restent de développer la production en quantité et en qualité. La direction ne considère pas, au contraire de la CFDT, que le retour aux 40 heures et l'avancement de l'âge de la retraite pourraient assurer le plein emploi. Mais les travailleurs sont décidés à se battre.

Rien n'a été fait pour créer des emplois. Beaucoup de jeunes doivent quitter le département pour trouver un emploi. Depuis longtemps, la Chambre de l'Industrie, la municipalité, se sont opposées à la création d'emplois. On comprend vite pourquoi, quand on sait que les salaires sont de 30 % inférieurs à la moyenne nationale.

Aujourd'hui, alors que la situation est catastrophique, (en effet, plusieurs entreprises menacent de fermer) tout le monde parle maintenant de créer de nouveaux emplois : les députés, le préfet, le maire, le préfet de région.

On aurait pu y penser avant. En effet, la création de nouveaux emplois ne se fera pas avant début 1976.

Aux Tanneries du Puy, c'est surtout la gestion personnelle de l'ex-PDG Sidem qui est cause de la crise actuelle. Le déficit est de 9 milliards anciens. Comme solution, Sidem a donné sa démission. Il n'est responsable que de son apport financier dans la société. On ne touchera pas à sa fortune personnelle. Aujourd'hui, c'est l'Etat qui renfloue l'entreprise (avec l'argent des contribuables) et une partie des travailleurs devrait payer les erreurs de la direction. Les travailleurs refusent. On ne leur a jamais demandé leur avis ; aujourd'hui, on les met devant le fait accompli : 182 licenciements sans possibilités de reclassement sur le bassin du Puy.

Les travailleurs refusent tout licenciement, tout plan de restructuration, qui amputerait une unité du groupe. Samedi 29 juin, il y avait plus de 2 000 personnes au meeting et à la manifestation (CFDT, CGT, CGC, FO).

Section PSU - LE Puy ■

ser les petites structures. Pourtant, avec les coefficients de cultures, l'exploitation atteint la surface minimum exigée. Le 29 juin, nombreux seront les paysans qui iront à « Sablas » pour réaliser, avec ou sans crédit, l'installation durable d'André et Babette.

● pas de trêve non plus en Charentes

En 1966, M. Segeard, propriétaire aux Marchis à Courcôme, afferme 60 hectares à deux fermiers groupés en GAEC... Aujourd'hui, il signifie leur congé prétendant reprendre lui-même l'exploitation de ses terres. En fait, il reproche aux fermiers de prendre des positions syndicales qui lui déplaisent.

Pour s'attirer les « sympathies » des habitants, il parle de la propriété « qui vient des parents... ». Non, les paysans ne forment pas une seule classe sociale, non les paysans ne défendent pas tous la propriété foncière en général. Les paysans-travailleurs de la Charente défendent le droit au travail, défendent les deux fermiers des Marchis qui se battent pour conserver leur outil de travail.

● Sécurer, encore

Médecins flics au service des patrons. Les patrons n'ayant pas confiance en la médecine du travail (pour tant service public) se sont inventé un service parallèle : **Sécurer**.

Quand un travailleur est malade, le patron prévient **Sécurer** qui, aussi sec, passe au contrôle. Un rapport suit, avec questions réponses :

- l'absence pour cause de maladie est-elle justifiée ? oui - non
- est-elle normale ? oui - non
- si non, quel en est le motif ? (en 8 lignes)

Pour ce travail d'orfèvre, le patron verse 100 F à **Sécurer** (60 F pour le médecin contrôleur). Evidemment, la direction trouve toujours un bon prétexte pour ne pas payer les indemnités complémentaires de maladie prévues par la Convention collective.

● Le Tour de France des objecteurs

Sur la route du tour de France, pas celui des affaires et du fric, mais un tour de France des Objecteurs de conscience. Une initiative pleine d'idées à laquelle les organisateurs invitent les vrais amateurs de la petite reine, conscients que le vélo, c'est plus sain que les manœuvres au commandement !

Rendez-vous est donné à Nantes le 28 juillet ; on fera 80 kilomètres par jour et on sera à l'heure de son chronomètre Lip pour la fête des Moissons au Larzac le 17 août (attention aux missiles égarés... et n'écrasez pas les moutons !).

Étapes : 28 juillet : Nantes - St-Jean-de-Monts ; 29 juillet : St-Jean-de-Monts Les Sables d'Olonne ; 30 juillet : Les Sables - La Rochelle ; 31 juillet : La Rochelle - Royan ; 1er août : Royan - Blaye ; 2 août : Blaye - Bordeaux ; 4 août : Bordeaux - Mimizan ; 5 août : Mimizan - Bayonne ; 6 août : Bayonne - Pau ; 8 août : Pau - St-Gaudens ; 9 août : St-Gaudens - Toulouse ; 11 août : Toulouse - Carcas-

sonne ; 12 août : Carcassonne - Béziers ; 13 août : Béziers - Montpellier ; 15 août : Montpellier - Alès ; 16 août : Alès - Ste Enimie ; 17 août : Ste Enimie - Larzac.

Renseignements : Daniel Hervet chez Cabanne, Ouillon 64 160 Morlaas.

● **La grève des PTT** du 27 juin dernier a été bien suivie. Les postiers entendaient exprimer leur volonté de défendre le service public et exiger l'augmentation des effectifs. Sur ces mêmes thèmes 30 postiers sont en grève à Goussainville (Val d'Oise) depuis le 13 juin dernier. Dans cette ville, un nouveau bureau a été ouvert mais le personnel reste le même. Résultats : les travailleurs se crévent et le public n'est pas satisfait du service.

L'administration reconnaît le bien fondé de la revendication (5 postes supplémentaires) mais avoue ne pas être en mesure de répondre favorablement. Alors, on se demande où il faut frapper. Les 30 grévistes ne perdent pas le moral. Chaque jour en assemblée générale, ils font le point de la situation et reconduisent leur grève. Mais au bout de trois semaines, la nécessité de la solidarité se fait sentir : CCP 674 996 Paris. CFDT PTT Val d'Oise.

● machines à fric

Dans une ville de 6 000 habitants, Beaume-les-Dames, 250 travailleurs sont employés par Electro-Kicker, le fabricant français de juke-boxes et autres machines à sous. Il paraît que le marché va mal. Alors, on décide de fermer l'usine. 250 travailleurs sur le carreau. A 30 km de Besançon, c'est un nouveau Lip multiplié par deux. Et c'est aussi Me Jaquot — coucou le revoilà — qui est chargé de la « gestion » pendant le règlement judiciaire.

Mais c'est déjà la riposte ouvrière. On fait remarquer que 1973 a marqué un record de production, que le prix d'un appareil se multiplie par quatre entre l'usine et son installation. Alors ? Et les bénéfices ?

Les patrons et Jaquot font un petit pas en arrière en proposant une re-

prise partielle avec un très petit nombre de travailleurs. Inacceptable disent ces derniers. Ils veulent imposer le non-licenciement et la garantie des salaires. Toute la région va se battre avec eux. Car on estime qu'il ne faut plus voir ce type d'entreprise pirate venir s'implanter, y « pressurer » les travailleurs, y faire du super-fric, et partir sans laisser d'adresse. ■

● encore un Larzac

Avon, petite commune des Deux-Sèvres : un terrain militaire de 800 hectares, demain ce sera un camp militaire de 3 000 hectares ; et après demain ? Là encore, les paysans-travailleurs défendent l'outil de travail des paysans du coin, refusent l'usage qui est fait des terres, le développement d'une armée qui « apprend au jeune à obéir, à être discipliné, à ramper devant ses supérieurs militaires et demain devant son patron, son propriétaire... en un mot une armée au service du système capitaliste ».

● Répression dans une laiterie

A la Mothe, Deux-Sèvres, le patron d'une entreprise laitière de 120 salariés se croit à Cerizay ! dès la création d'une section CFDT, il licencie le délégué à la suite d'une grève pour le respect de la convention collective... Il a même été jusqu'à appeler les paysans pour briser la grève. Mais si les discussions entre ceux-ci et les employés ont été violentes, le débat s'est ouvert et les paysans-travailleurs se sont mobilisés avec la CGT, la CFDT du sud des Deux-Sèvres. Un tract explicatif est distribué... pendant que le dossier se trouve sur le bureau de l'Inspecteur des lois sociales en agriculture.

● censure de fonds au Crédit Agricole

La SAFER a installé dans le Lot-et-Garonne un couple de petits agriculteurs sur une exploitation de 13 hectares, en partie irrigable. Mais le Crédit Agricole refuse de prêter quelque somme que ce soit, estimant qu'il n'est pas dans sa politique de favori-

ERYTHREE : le Biafra du « Roi des Rois »

Le Roi des Rois — Hailé Selassié, empereur d'Éthiopie — est menacé : l'armée fait le vide autour de lui (cf. page suivante). Mais, il a un autre adversaire : le Front de Libération de l'Erythrée, qui mène la guérilla contre le régime colonial et féodal du vieux lion, comme nous l'a exposé son représentant à Paris.

— Quelle est votre position par rapport à l'avenir de l'Éthiopie ?

— Le régime féodal expansionniste éthiopien est un régime d'oppression et de misère. Les reportages publiés par la presse occidentale sur la famine qui sévit dans le pays — plus de 250 000 morts — ont montré que ce régime est très anti-populaire. Ses contradictions internes, qui ont éclaté au grand jour depuis plusieurs mois prouvent qu'il se trouve dans une situation critique insurmontable et que son écroulement est proche. Le déchaînement populaire actuel : manifestations violentes, première grève générale des ouvriers dans l'histoire de l'Éthiopie, remarquable jacquerie des paysans, enfin les actions récentes des secteurs progressistes de l'armée, tout ceci nous montre que les masses ont pris conscience que leur intérêt n'est pas lié à l'avenir de cet empire moyennageux. En ce qui concerne la lutte de notre peuple sous le commandement du Front de Libération de l'Erythrée, son objectif principal est l'indépendance totale de l'Erythrée. La destruction du féodalisme en Éthiopie devra être l'œuvre du peuple éthiopien lui-même ; par contre la destruction du colonialisme féodal éthiopien sera l'œuvre spécifique de notre peuple. A travers cette lutte de libération nationale, nous contribuons efficacement à la chute du régime esclavagiste d'Hailé Sélassié. Même après l'avènement d'un régime progressiste en Éthiopie, les seuls rapports concevables avec l'Erythrée seront ceux qui existent entre deux États nationaux indépendants : l'Erythrée et l'Éthiopie.

— On a souvent dit que votre lutte était une lutte secessionniste d'inspiration essentiellement religieuse. Qu'avez-vous à répondre ?

— Pour en rester à la période la plus récente, les colonialistes italiens furent dépossédés de l'Erythrée par les Alliés à partir de 1941. Plus tard, l'O.N.U. « légalisa » l'occupation britannique. Cette tutelle durera jusqu'en 1952, date à laquelle notre pays devint « entité autonome fédérée à l'Éthiopie, sous l'autorité de la couronne éthiopienne ». L'O.N.U. lui reconnaît un gouvernement autonome, une constitution démocratique, un parlement et un drapeau national.

Dès le début, le régime féodal éthiopien déploya tous ses moyens pour détruire l'indépendance de l'Erythrée : il usurpa les libertés démocratiques, supprima les deux langues nationales et le drapeau, il entreprit de dissoudre le gouvernement et le parlement. Le 14 novembre 1962, le despote éthiopien annexa purement et simplement notre pays pour en faire la quatorzième province de son empire moyennageux. Un an plus tôt naquit le F.L.E. C'est donc une contre-vérité flagrante que d'affirmer que l'Erythrée fait partie intégrante de l'Éthiopie et que nous sommes « secessionnistes ».

Le caractère religieux de notre lutte ? Là encore il s'agit d'un mensonge grossier. Notre pays est composé de plusieurs ethnies ainsi que de plu-

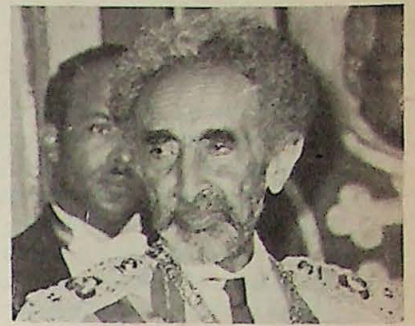
sieurs communautés religieuses : musulmans, chrétiens et païens qui sont représentées au sein du F.L.E.-P.F.L. Notre combat libérateur est autre chose que le « séparatisme musulman » dont parlent cyniquement les colonialistes éthiopiens et leurs agents. Il est bien sûr une composante de la lutte révolutionnaire authentiquement anti-impérialiste qui se mène dans cette zone névralgique de la Mer Rouge.

— Vous dites aussi que votre combat est lié à celui du monde arabe...

— Cela s'explique quand on connaît les intérêts impérialistes dans notre pays notamment américains et sionis-

tes. Malgré la rupture-bidon des relations diplomatiques entre l'Éthiopie et l'État sioniste d'Israël, qui n'a d'ailleurs trompé personne, les Israéliens disposent toujours de bases aéronavales dans notre archipel de Dahlac, au large de la Mer Rouge, juste en face de la République Démocratique et Populaire du Yémen. Des Officiers sionistes dirigent encore l'école de Décamare qui forment des commandos anti-guérillas. En outre les sionistes israéliens encadrent non seulement tous les domaines de l'administration éthiopienne (notamment la police et la sécurité) mais ils ont aussi la mainmise sur l'économie de l'Éthiopie et de l'Erythrée occupée.

Quand aux américains leur présence s'incarne surtout dans la célèbre base de Kagnev installée à Asmara, capitale de l'Erythrée où stationnent 5 000 C.I's. C'est l'une des plus importantes bases américaines en dehors des U.S.A. Depuis leur élimination de la Libye, les Américains ont consolidé leur présence sur notre



Le Négus tient tête, mais l'Empire s'écroule...

sol en installant une base maritime à Massawa, port principal de l'Erythrée où leur VIIème flotte patrouille en permanence. Ce n'est donc pas un hasard si l'Éthiopie reçoit à elle seule plus de la moitié de « l'aide » américaine accordée aux États africains... Signalons également qu'un autre vassal des U.S.A., le Shah d'Iran, venu récemment à la rescousse de l'empereur d'Éthiopie, lui a livré 15 avions « Phantoms ». Les peuples arabes et notre peuple ont les mêmes ennemis. C'est pourquoi notre lutte de libération nationale est étroitement liée à celle du monde arabe, notamment à celle du peuple palestinien.

Propos recueillis par Yves LOISEAU ■

L'envoyé de « Bébé-Doc » à Paris ambassadeur ou ganster ?

« Monsieur l'Ambassadeur d'Haïti en France... » : la lettre portée le 27 juin par une dizaine de personnalités conduites par l'avocat antillais Manville s'adressait très respectueusement au diplomate. Mais, comme s'il avait pressenti que ce respect était de pure forme, le dit ambassadeur les a reçus revolver au poing, a brisé l'appareil du photographe Elie Kagan pour en retirer le film, et a fait intervenir aussitôt la police...

Une remarque d'abord : la police osera-t-elle faire son métier, c'est-à-dire vérifier si ce distingué diplomate possède bien un permis de port d'armes, ensuite enquêter sur cet incident (était-il menacé de mort par ces paisibles pétitionnaires ?) et éventuellement l'inculper pour menaces à main armée. Nous ne nous faisons guère d'illusions, mais nous pensons que Me Manville saura faire respecter ses droits en traînant ce monsieur devant un tribunal.

Car il ne faudrait quand même pas que les représentants de « Baby-Doc » se croient autorisés à introduire ici des procédés qui — pour être de moins en moins rares — n'en demeurent pas moins exceptionnels et en tous cas passibles de la loi. Et c'est bien ce à quoi renvoyait la fameuse lettre dont l'ambassadeur n'a pas pu supporter l'idée qu'elle lui soit remise en mains propres :



Reboul, Manville, Henriet : surpris, mais pas étonnés...

« Depuis 1957 — y était-il écrit — malgré les déclarations officielles de « libéralisation », l'appareil répressif — armée régulière, garde présidentielle, police politique, corps d'élite anti-guérilla (Léopards) — dominé par les Tontons Macoutes dont la réputation de tortionnaires n'est plus à faire — s'est renforcé à Haïti.

« La population haïtienne est privée des libertés les plus élémentaires : la liberté d'opinion, les droits civiques, politiques, syndicaux, culturels, sont supprimés. Aucune possibilité de défense légale n'existe. Des centaines de détenus, certains depuis plus de dix ans, sont victimes de la violence physique et morale, du sadisme de leurs gardiens. Des cours martiales peuvent siéger à tout moment et prononcer des condamnations capitales. Le décret du 28 avril 1969 punit de mort toute personne déclarée coupable d'avoir diffusé ou aidé à diffuser des idées contraires au régime. Plusieurs milliers de personnes ont été assassinées depuis l'avènement des DUVALIER. »

avec la BNP

Cela, des associations d'exilés haïtiens se tuent à le répéter dans le monde entier, contribuant à faire à Haïti la réputation d'une dictature sanguinaire et grotesque,

dont le sort est laissé entre les mains de brutes aux réactions plus ou moins imprévisibles. Mais Duvalier tient bon : c'est qu'il a bien sûr l'appui du capitalisme américain notamment, mais aussi — depuis 1970 surtout — celui de la France.

Pompidou, en réponse à une lettre de Duvalier, renouvelait alors sa proposition de former des cadres militaires haïtiens et de favoriser la collaboration de sociétés françaises dans les domaines des travaux publics et de l'électricité. Olivier Guichard, alors ministre de l'équipement, avait fait le voyage, de même que Xavier Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères à l'assemblée nationale, et René Grouillard, directeur de la police à la Guadeloupe. Une mission officielle haïtienne est venue au Quai d'Orsay en avril 1972, et un congrès juridique francophone s'est tenu à Haïti en mars 1973 avec la bénédiction de la France (dans ce pays champion des atteintes aux droits de l'homme !).

Maintenant, les choses plus sérieuses : des ventes d'armes en mai 1974, et une aide de la police française à la formation d'officiers haïtiens comme par exemple le cap. Claude Jean, ou les colonels Francis Charles et Maxime Antoine... La BNP, cette grande banque soit disant nationalisée, vient d'ailleurs de prévenir ses gentils clients qu'elle a ouvert une nouvelle agence à Port-au-Prince. En attendant mieux, renvoyons à l'expéditeur sa prose mécanographique enrichie de quelques graffitis. A plusieurs, ça finira bien par se voir.

Ph. M. ■

* Comité de défense des droits de l'homme en Haïti : pdt. Marcel Manville ; secrétaire : Mme. Fanny, 12 bd Desgranges — 92330 SCEAUX.

Che Guevara, la guerilla dans les villes et les campagnes, les réformes agraires, des prêtres « à mitraillettes », des officiers trotskistes ou communistes... c'était l'Amérique latine il y a moins de dix ans, ou du moins ce qu'on en retenait chez nous, à gauche et à droite, avec la part habituelle de romantisme. Aujourd'hui, c'est le triomphe des bruits de botte, des chambres de torture, des princes de l'église, et le retour aux latifundios. Et ce triomphe a une incarnation, un modèle : le Brésil, grande puissance, maître sur son continent — après Dieu, qui est encore américain.

Un modèle. Pour le Chili, depuis neuf mois. Bien sûr il en est loin : pour la dictature totale de Pinochet, dont l'idéologie est de type nazi, le Brésil de Geisel est un grand ventre mou ; mais c'est une question de temps... Pour l'Argentine, le modèle n'est pas hors d'atteinte : Péron mort, c'est un certain mythe qui prend l'eau ; mettons une sorte de gaullisme qui s'appellait « justicialisme », moins élitiste et plus populiste, moins de Giscard et plus de Poujade. Et ce n'est pas le « cinéma » d'Isabelita qui rappellera aux Argentins le fantôme d'Evita et retardera beaucoup les échéances.

Bientôt, derrière la locomotive brésilienne, c'est tout le continent latino-américain qui basculera dans le grand capitalisme, broyant au passage tous ceux qui ne l'ont pas encore été, installant l'Amérique de Nixon derrière chaque poste d'essence, derrière chaque coude de l'Amazone. Et c'est vrai, Nixon a raison : à côté de toutes ces conquêtes de l'Amérique sur les trois continents, le Watergate c'est peu de choses, un bavardage de légistes, une cabale de jaloux, un banal accident de parcours qui n'entame en rien la « pax americana », dominatrice et sûre d'elle-même.

Ph. M. ■

Après Costa e Silva, Castelo Branco et Medici, Geisel : toujours le même noyau de généraux du « golpe » de mars 64 dont un des principaux « cerveaux » était précisément Geisel, créateur de la DOPS (Division d'ordre politique et social : le principal organe de répression), qui avait été, avant d'occuper la présidence de l'Etat, directeur de la filiale brésilienne de la Dow Chemical (le principal fournis-

seur du napalm au cours de la guerre du Vietnam). La continuité politique est donc assurée, sans aucune intention de libéraliser ou de démocratiser si peu que ce soit. La répression n'a cessé de s'accroître depuis 1964 et surtout depuis 1968/69.

Censure de la presse : il ne se passe pas de jour sans que « l'Estado de São Paulo » ne remplace ses articles censurés par des

poèmes. Ce journal a obtenu cette année la plume d'or, prix décerné par un jury international de journalistes qui récompense le journal qui dans l'année a le plus lutté pour la cause de la liberté de la presse ; il a à peine pu se féliciter de cette distinction, l'article qui l'annonçait ayant été aux trois quart censuré...

Censure du théâtre, censure du cinéma, des variétés même : la culture brésilienne qui avant 1964 foisonnait d'idées nouvelles, d'œuvres originales, de créateurs de valeur, du « cinéma novo », de Glauber Rocha (Antonio das Mortes, Terres en transe), à la musique populaire de Vinicius de Moraes (Orfeu Negro), est en train de disparaître, se cantonnant prudemment dans la « samba » et le « feijão-western ».

la gauche balayée

Ce serait déjà une tare pour ce régime d'avoir compromis — et peut-être irrémédiablement — l'apparition d'une culture entièrement nouvelle, synthèse originale des influences européennes, africaines et américaines. Mais il y a plus grave : la répression policière et militaire a complètement balayé la gauche brésilienne de 1964, entièrement coupée aujourd'hui de ses bases paysannes ou ouvrières. La répression a eu

vite fait d'écraser les mouvements paysans encore embryonnaires (les Ligues paysannes de Francisco Julião) ; elle est venue à bout de la guerilla urbaine en liquidant les uns après les autres les nombreux groupes isolés qui la composaient, et dont le plus célèbre était celui que dirigeait Carlos Marighela, abattu par la DOPS.

A l'heure actuelle, il n'existe plus de résistance organisée, plus de gauche brésilienne. La répression en est à s'attaquer à l'Eglise, qui n'est pourtant que très minoritairement contestataire, et seulement au nom des principes chrétiens. Plus de forces de résistance, aucune conscience politique dans les masses — encore que peut-être l'inflation galopante commence à la faire naître chez les ouvriers de São Paulo — une propagande de fierté nationale bien faite et efficace... Le régime a politiquement la situation en main. Quand on le critique sur ce point à l'extérieur — car à l'intérieur on ne sait à peu près rien — le régime militaire répond, quand il ne nie pas les faits, en avançant l'alibi économique : le Brésil, dit-il, n'est peut-être pas vraiment une démocratie, mais c'est un pays qui s'enrichit, se sort du sous-développement avec des taux d'expansion qu'on ne peut comparer qu'à ceux du Japon. Delfim Netto, ministre des Finances des deux derniers gouvernements, recourait à une

en bref

ex-chef d'Etat, en tête) paraissent vouloir se tenir en lisière de la vie politique, même si des événements graves les poussaient sans doute très vite — avec la complicité des « gorilles » US, brésiliens, boliviens et chiliens — à intervenir pour rétablir « l'ordre ».

L'enjeu demeure le péronisme : profondément divisé et fractionné, il ne paraît pas en mesure de survivre réellement à la mort de son leader, et l'on doit s'attendre à un reclassement considérable de la vie politique argentine, qui pourrait — dans un premier temps — profiter aux plus vieux opposants (pas les plus farouches) du Parti radical, avec Ricardo Balbín. Mais il est probable que l'extrême droite du régime, ainsi qu'une partie de l'armée et les firmes américaines et étrangères s'exprimant par l'intermédiaire des officiels ou officieux américains sur place, verraient là l'occasion de compléter le damier réactionnaire sur le continent andin : un coup d'Etat sanglant contre la jeunesse et l'opposition de gauche n'est pas à exclure.

D'autre part, les Monteneros (jeunesses péronistes), les grou-

● **Le Shah d'Iran** est arrivé, paraît-il, avec des milliards de commandes pour l'industrie française. On parle de 20 milliards au bas mot. Il est reparti avec la promesse de centrales nucléaires, d'un métro à Téhéran ; somme toute, il est reparti content. Pas tant que Giscard et le CNPF qui ont saisi l'occasion de cette visite officielle pour faire de la politique internationale à leur manière, c'est-à-dire du commerce.

Envoyée les préventions de la campagne contre certains régimes « pas assez démocratiques » ! Les officiels n'avaient d'yeux que pour le pétrole iranien, fut-il symbolisé par ce pays immense et riche en ressources naturelles... L'industrie française, décidément, se multinationalise : d'un déficit extérieur en termes de capitaux investis à l'étranger, elle fait une politique industrielle, un peu à la manière de l'Angleterre des années 1860-1880.

Il y a là, croyons-nous, un défi difficile à relever et une sanction inévitable. Défi difficile à relever que cet oxygène qu'apportent à une industrie française en difficulté des régimes réactionnaires

qu'elle soutient (et industrialise en retour), offrant des marchés privilégiés. L'Iran, bien sûr, mais aussi l'Arabie Saoudite et peut-être bientôt une part de l'Amérique Latine.

En multipliant les opérations de ce genre — et sûr de l'appui que lui vaut, de la part de Schmidt et de Nixon, sa servilité atlantiste — Giscard entend éviter une crise économique de trop graves proportions.

Sanctions inévitables en Iran que le développement, parallèle à celui de l'industrie lourde et de l'industrialisation en général, d'un prolétariat déjà combatif que la lutte contre l'oppression a aguerri au cours de longues années de

D'Ornano et le Shah : les princes ont les moyens...



combat. Un jour ou l'autre le régime iranien, monarcho-technocratique, ne sera plus en mesure de faire face à la révolte dont il aura semé les grains.

● **Puisqu'on parle de dictature**, tournons nos regards vers l'Argentine, où Péron vient de mourir. Il laisse le souvenir d'un démagogue autrefois fascinant, plutôt populiste ; l'image d'un homme qui aurait tout d'un coup occupé une place qu'il n'avait pas l'envergure de tenir. Seule une extrême misère et l'arrogance de l'aristocratie et des forces armées, en même temps que les exigences patriotiques dans ce pays livré à l'impérialisme anglo-saxon, peuvent expliquer la persistance du mythe Péron.

Remplacé par sa femme entourée des mêmes ministres — l'histoire se répète — Péron ligue cependant à l'Argentine un embryon de retour à une vie plus démocratique (ce qui explique la prudence du PC argentin sur l'avenir et les relations avec le gouvernement actuel) et un mouvement social puissant et organisé. Les forces armées elles-mêmes (Lanusse,

brésilien, pour « Isabelita » ?

vieille image saint-simonienne : faisons d'abord un gros gâteau ; plus il sera gros, plus il y aura ensuite à partager...

● le SS de Pinochet

Pinochet vient de nommer à la tête de ses services de renseignement un spécialiste des « solutions finales » : Walter Rauff, ancien colonel SS, « responsable des chambres à gaz ambulantes à l'Office central de la Sécurité du Reich et à ce titre, coupable de la mort de quelques 100 000 Juifs en Pologne, en Yougoslavie et en Ukraine » (Le Monde, 3/7/74) A la place des gardes mobiles qui continuent de protéger à Paris les représentants de cette racaille, on aurait honte...

Les manifestations de cette croissance apparaissent au Brésil par le développement rapide et la modernisation des régions du Centre-Sud (Rio et São Paulo) qui peuvent désormais supporter la comparaison avec l'Europe ou les Etats-Unis (taille des villes, circulation, vitrines des magasins), et à l'extérieur par une rapide poussée des exportations. Bien sûr, il y a les « bavures » que l'on présente comme des épiphénomènes : quand il y a de la viande à Rio, il n'y a plus d'huile, ou plus de lait, ou plus de pain, alors que les deux premiers de ces produits sont exportés en grande quantité ; mais peut-être faut-il se priver

pour la grandeur du pays. Pour le reste, c'est le résultat de la spéculation à la prochaine hausse.

Car quand les produits sont là, ils sont très chers et ne cessent d'augmenter : le coût de la vie va sans doute augmenter cette année de 30 % ; les salaires réels s'effondrent ; les Brésiliens — du moins ceux qui sont salariés, ce qui exclut les nombreux paysans qui vivent en auto-subsistance — ont de plus en plus de mal à vivre. Le prix de l'expansion est l'inflation, que le gouvernement affirme combattre de même qu'il dit lutter contre l'autre grand scandale de l'économie brésilienne : l'inégalité dans la distribution du revenu.

Qu'en est-il en fait ? Un récent article de Celso Furtado, ancien super-intendant de la SUDENE (l'organisme de développement du Nordeste, la zone la plus pauvre du Brésil et peut-être du monde), ancien ministre du plan, déchu de ses droits civiques et exilé en 1964, fait le point dans un article récent de la revue « Argumento » sur ces deux questions et démontre que ces deux défauts majeurs, au lieu d'être des « bavures » du système, en sont les bases. Quel tort l'inflation fait-elle aux sociétés nationales et étrangères ? Elle diminue régulièrement leurs dettes, permet de payer moins les employés dont les salaires ne suivent jamais les prix, de vendre cher des produits élaborés avec des matières pre-

mières à bas prix. Elle gêne d'ailleurs aussi les exportations. C'est pourquoi le gouvernement a mis au point un système de dévaluations périodiques qui garantit leur compétitivité joue aussi habilement des changements de parité et de la dévaluation pour financer toutes les subventions qu'il distribue un peu partout, aux exportations, surtout.

à tout hasard

A moins de vouloir se suicider, le nouveau gouvernement ne fera donc rien de sérieux contre l'inflation — comme tous les gouvernements capitalistes d'ailleurs. Quant à l'inégalité des revenus, géographiquement et socialement, elle est très avantageuse pour les sociétés : les zones pauvres sont productrices de matières premières, avec des salaires très bas (moins de 200 F/mois pour les emplois industriels, beaucoup moins dans l'agriculture) et ne constituent qu'un marché médiocre laissé aux industries nationales (aliments et textiles de mauvaise qualité). En revanche, le revenu accumulé dans des zones bien délimitées, et réparti entre un nombre réduit de gros propriétaires, constitue un marché idéal pour les biens de consommation durables : automobile, électronique, vêtements et meubles de luxe, logements de qualité et ainsi

SOLIDARITE-CHILI

● Les samedi et dimanche 6 et 7 juillet se tient à Paris (Palais des Congrès, Porte Maillot) une conférence pan-européenne Solidarité-Chili convoquée à l'initiative des principaux partis et syndicats français — dont le PSU. Une vingtaine de pays seront représentés par des délégués socialistes, communistes, radicaux, confessionnels, etc... Dans la délégation chilienne, des représentants des partis de l'Unité populaire (avec Carlos Altamirano), des délégués du MIR, et la présence de Béatrice Allende.

que pour toute la gamme industrielle des pétroles, des plastiques, etc. Ce sont ces secteurs développés qui sont entre les mains des sociétés étrangères et des multinationales : Volkswagen (plus de 60 % du marché), Philips, General Electric notamment.

Le système brésilien est donc bien un système cohérent et logique. C'est même une sorte de paradis capitaliste : pas de législations sociales trop pesante, pas de législation anti-pollution, des subventions à l'exportation ; pas de limitation au rapatriement des bénéfices, bref, un régime qui fait tout pour les sociétés : voilà en tout cas ce qu'on affecte de mettre au crédit de ce régime.

Le reste — la répression, la misère, dans les bidonvilles et surtout dans l'intérieur — c'est ce qu'on essaie de masquer en affirmant que « le progrès » va le faire disparaître, alors même que cette évolution l'aggrave. Voilà où en est le Brésil aujourd'hui : c'est le cas parfait, l'expérience de laboratoire de ce qui se passe quand on laisse la bride sur le cou aux mécanismes de la libre entreprise, avec l'aide bienveillante du gouvernement ; l'exemple de ce qui arrive à un pays livré simultanément aux impérialismes américains et européens, et maintenant japonais. C'est cela, le modèle brésilien, c'est ce qu'on nous propose et ce qui fait rêver certains milieux français — les sociétés françaises ne sont d'ailleurs pas absentes du Brésil — qui se disent, que, peut-être, un « régime fort » aurait du bon — et c'est ce que laissent entendre il n'y a pas si longtemps certaines phrases d'Albin Chalandon, de l'Express, de Paris-Match. Voilà pourquoi il est important de savoir ce qui se passe au Brésil, à tout hasard...

XXX ■

pes d'extrême-gauche, les syndicats progressistes de la CGT voudront profiter de l'incertitude politique actuelle pour imposer un réel changement politique. Comme, en face, les dirigeants officiels de la CGT, corrompus et souvent d'extrême droite, jouent leur peau sur fond d'attentats réciproques, on peut affirmer que la guerre civile ou l'affrontement armé est possible, sinon probable. Et c'est un enjeu vital pour l'Amérique Latine aujourd'hui, partout écrasée sous la botte, sauf peut-être au Pérou et qui regarde vers l'Argentine, comme — c'est selon — vers une proie ou un espoir.

● En Ethiopie, la tendance est plus claire et la prise « progressivement brutale » du pouvoir total par l'armée semble devoir ne rien épargner, si ce n'est peut-être la personne même de l'Empereur, qui fait penser de plus en plus à un Henri V laissé seul contre ses ennemis. Ce n'est plus guère qu'un symbole que les militaires préservent à l'heure actuelle.

Même s'il est difficile d'assimiler les manœuvres actuelles des militaires à un « soulèvement des capitaines » du type portugais, on ne



Péron : après lui, le déluge...

peut s'empêcher de remarquer qu'alors que les prêtres contestent leur Eglise, que les jeunes manifestent, que les ouvriers et les paysans se mettent en grève ou refusent de livrer leur récolte, ce sont les structures les plus féodales du pays qui sont progressivement remises en cause par l'intervention de l'armée. Il n'y a certainement pas coïncidence entre le mouvement de masse et l'armée, mais il y a rencontre à certains moments dans un processus par nature contradictoire.

On peut penser que l'Empereur, en tant que chef politique, vit ses dernières heures de pouvoir et il y a dans cette succession lente et saccadée en même temps quelque chose qui fait penser à la manière

dont le Mikado, l'Empereur japonais, a été, peu à peu, écarté de la vie politique. La suite dépendra de la capacité des masses éthiopiennes en lutte à s'organiser en partis et en syndicats, pour se constituer en une force pouvant imposer un rapport de forces à l'armée et des possibilités de liaisons entre les forces progressistes et les éléments de gauche de l'armée.

● Au moment où une délégation du PSU participe sur l'invitation de nos camarades algériens, à la rencontre des jeunes des nations progressistes d'Alger, on appréciera que les entretiens algéro-allemands sur les échanges commerciaux et la coopération économique aient donné lieu, de la part de nos camarades algériens, à un ferme refus des investissements directs allemands dans un cadre d'économie « socialiste ». Apparemment, le Shah n'a pas de ces scrupules. Il est vrai que pour son peuple, il n'a ni les mêmes ambitions, ni la même attention... Aller vers le socialisme, cela veut dire aussi cela, concrètement, pour une fois.

Daniel LENEGRE

● agencia resistencia « Chile »

L'agencia Resistencia, animée par des camarades de la gauche révolutionnaire chilienne, est née de la nécessité pour la résistance populaire d'avoir un instrument pour la coordination du travail des partis, des organisations de masse, de la solidarité internationale. Elle publie en français un bulletin d'informations tous les quinze jours (c/o Cité Nouvelle, 46 rue de Vaugirard 75006 Paris).

DEBAT

Et le débat continue !

Avec cette semaine, en guise de tribune de la minorité du PSU, le texte que cette minorité a proposé lors de la réunion de la Direction politique nationale. Et une courte réponse, au nom du Bureau national, de Gérard Féran.

pour un parti autogestionnaire de masse - pour une stratégie révolutionnaire

1 — La politique de Giscard

Le succès de Giscard d'Estaing est lié à l'entrée du capitalisme dans une phase nouvelle où les difficultés d'approvisionnement énergétique, le renchérissement des matières premières, le dérèglement du système monétaire ne permettent plus d'envisager comme auparavant la « croissance ininterrompue » le développement sans limite de la consommation et l'acceptation par la classe ouvrière des règles du jeu capitaliste contre une accession à de nouvelles « richesses ». L'échec du gaullisme s'explique en partie par l'anéantissement du mythe de la « nouvelle société ».

D'autre part, le rapport du capitalisme français au capitalisme international (en particulier américain et allemand) s'est modifié à tel point (déjà sous Pompidou) que la politique gaulliste « d'indépendance nationale » avait perdu toute crédibilité auprès de la bourgeoisie. Giscard est l'homme qui doit réinsérer pleinement la France dans le jeu européen et atlantique et c'est la signification profonde de la fin du gaullisme et de l'entrée en force des centristes et réformateurs dans le gouvernement.

La bourgeoisie française s'est réunifiée de façon spectaculaire derrière Giscard et ce qui reste des forces gaullistes s'aligne et s'alignera, pour l'essentiel, sous peine de mort politique. Cette bourgeoisie n'offrira pas deux fois à la gauche « la divine surprise » de sa division.

Nous aurons donc affaire, n'en doutons pas, à un pouvoir et à une majorité beaucoup plus solides, du point de vue de leur base de classe que dans la dernière période de de Gaulle et au temps de Pompidou. Giscard, qui entend s'installer pour une longue durée, va chercher à élargir les bases de sa majorité vers la gauche. Il a déjà commencé avec un certain nombre de mesures « libérales », suppression des écoutes téléphoniques, droit de vote à 18 ans, etc... Il reste qu'il se trouve aux prises avec une situation économique et sociale critique pour les 2 ou 3 prochaines années. Face à l'inflation accélérée, sa marge de manœuvre est très faible. Il ne peut procéder à une déflation brutale sans provoquer une crise dramatique de l'emploi. Il ne peut laisser se poursuivre l'inflation telle qu'elle sans aggraver dans des proportions insoutenables les prix intérieurs et le déficit du commerce extérieur. Une politique économique « modulée » avec des mesures touchant les revenus des cadres et des sociétés pour faire passer la pilule de l'austérité pour les masses, une restructuration accentuée des entreprises, l'afflux des capitaux étrangers et

quelques dispositions démagogiques appelées « transformation de la société », tels sont quelques-uns des aspects que l'on peut prévoir.

2 — Les échéances prochaines ne seront pas électorales

Allons-nous vers une bataille électorale à brève échéance ou, au contraire, l'essentiel du combat se déroulera-t-il, dans la période qui s'ouvre au plan des luttes sociales et politiques de masse, seules susceptibles d'ouvrir la voie à des changements politiques éventuellement avec une phase électorale mais dans des conditions tout à fait différentes ?

Il ne fait aucun doute que c'est vers la première hypothèse que s'orientent les partis de gauche aussi bien le PC que le PS. — Leurs efforts sont essentiellement tournés vers la conquête de la marge centriste et gaulliste susceptible de permettre à la gauche de « franchir la barre », ce qui exclut tout affrontement de classe caractérisé.

3 — L'orientation du PCF et du PS

Cela est particulièrement clair en ce qui concerne le PCF, qui s'engage, à la suite du PC italien, dans la voie du « compromis historique » permettant l'alliance d'une fraction des forces politiques de la bourgeoisie avec le mouvement ouvrier. Cette solution vise à éviter tout affrontement futur entre un bloc des droites et l'union de la gauche afin que celle-ci, après un succès électoral, ne se trouve pas isolée face à un adversaire uni. Pour réaliser cet objectif, il renvoie aux calendes grecques toute perspective socialiste.

La tactique actuelle du Parti Socialiste est plus complexe. L'objectif de ce parti est de parvenir à assurer son hégémonie au sein de la gauche. Pour cela, il lui faut s'ouvrir à droite à la frange « sociale » du gaullisme et à d'éventuels transfuges centristes. Mais il lui faut aussi assurer et développer son influence encore fragile sur la classe ouvrière. Les manœuvres auxquelles se livrent ses dirigeants révèlent un projet de regroupement « travailliste » allant du centre-gauche à l'extrême-gauche, et où l'existence de liens très étroits entre l'organisation politique et les syndicats est un élément fondamental.

4 — Les risques pour la C.F.D.T.

La volonté — de perpétuer « l'unité populaire » qui s'est réalisée lors de l'élection présidentielle ; — de trouver une réponse politique aux luttes syndicales ;

— de constituer un contrepoids au bloc PC/CGT, conduit le bureau national et nombre de militants CFDT, attirés par l'efficacité (électorale) du PS à s'illusionner sur la possibilité qu'ils ont de transformer ce parti par une injection de sang nouveau, plus ouvrier, plus autogestionnaire.

En fait, le résultat risque d'être inverse, la CFDT devenant prisonnière du camp social-démocrate.

En subordonnant son action aux nécessités de la lutte parlementaire, aux consignes de trêve sociale, au caractère étiéqué des propositions politiques du PS, la CFDT bloquerait le processus de maturation politique qu'elle connaît depuis 6 ans.

Les manœuvres de l'appareil confédéral au cours des deux derniers mois, sa récente condamnation, de concert avec la CGT, des « comités anti-syndicaux » dans la lutte sociale (formule vague et dangereuse quant à sa possible utilisation contre les formes de démocratie ouvrière) sont autant de signes inquiétants à cet égard.

Le PSU doit donc lancer vers les militants de la CFDT une campagne d'explication sur le caractère illusoire de la perspective qu'on leur offre et les dangers qu'elle comporte quant à l'indépendance et à la transformation de leur centrale syndicale.

Il faut d'ailleurs noter que le courant critique à l'égard du processus actuel se renforce notamment à partir des prises de position de la gauche syndicale CFDT, contre les propositions floues, dangereuses, de leur direction et la méthode bureaucratique qu'elle emploie. Par ses initiatives et son attitude, notre parti devra empêcher que ces critiques n'entraînent un repli sur des positions de type anarcho-syndicaliste.

5 — Les échéances prochaines seront sociales

Malgré les tentatives d'anesthésie giscardiennes, nous allons vers d'importants mouvements sociaux. Ils subiront lourdement le poids de l'appareil de la CGT dans la mesure où le problème essentiel portera sur les salaires. Mais bon nombre d'entre eux continueront à s'inspirer du courant profond qui s'est affirmé depuis Lip. L'essentiel est de savoir dans quelle mesure le mouvement social se cantonnera dans le cadre de grandes manœuvres des Centrales pour la concertation, avec le parlement comme relais principal ; dans quelle mesure au contraire il suivra l'exemple de Lip et de Pétichiney, dans quelle

mesure il saura lier les luttes des divers secteurs (jeunes, armée, femmes, problèmes de la ville, de l'écologie, etc.) ; dans quelle mesure il constituera une avancée de la conscience ouvrière, préparant les travailleurs à exercer le pouvoir dans une conjoncture favorable — électorale ou non.

Un tel développement suppose plusieurs conditions :

- a) — l'évolution de l'unité d'action de la gauche,
- b) — l'existence et le dynamisme d'un pôle révolutionnaire autogestionnaire ;
- c) — la cohésion de l'ensemble des forces autogestionnaires.

6 — L'unité de la gauche

Notre première tâche est d'amener l'unité de la gauche qui, jusqu'ici ne s'est manifestée que sur le terrain électoral, à se manifester sur le terrain des luttes locales et sociales. Tel était le sens du pacte d'unité d'action anticapitaliste. Nous devons l'actualiser en demandant la rencontre au plan local des militants des partis et syndicats, la définition d'objectifs concrets d'action, la permanence de ces rencontres et leur élargissement à tous les travailleurs qui veulent se joindre à l'action.

Le Parti doit faire des propositions précises pour que l'action ne soit pas au coup par coup et défensive — par exemple la réunion d'Assises régionales sur l'emploi, réunissant les travailleurs des entreprises, les jeunes, les délégués des auxiliaires et des intérimaires, des quartiers, etc...

Le Parti doit discuter avec tous les courants du mouvement ouvrier des perspectives de la société socialiste et de ce que ces perspectives entraînent dans la conduite de l'action. Il propose cette discussion au PCF comme au PS, à la CFDT comme à la CGT.

7 — Le PSU reste fidèle au Manifeste de Toulouse

L'année dernière a montré quel rôle décisif pouvait jouer dans les luttes les plus significatives le PSU qui, pour la première fois, a commencé à se comporter en intellectuel collectif de la classe ouvrière. Fondre le PSU dans le parti socialiste signifierait la disparition de cet intellectuel collectif. Le Parti Socialiste, ce n'est pas en effet une addition de militants. C'est une organisation charpentée sur 30 à 40 000 notables, dont la fonction est de permettre leur élection et dont la base politique est d'occuper l'appareil d'Etat bourgeois soit pour le gérer, soit au mieux dans l'espoir illusoire de le transformer de l'intérieur. Le Manifeste de Toulouse déclare avec raison que « la conception de l'Etat et la façon de mener au-

jourd'hui le combat contre le capitalisme constituent donc les points de divergence fondamentaux d'une stratégie réformatrice et d'une stratégie révolutionnaire. »

Toute forme d'intégration au PS serait le suicide du courant autogestionnaire. Et tout autre voie de « restructuration » avec le PS est illusoire, comme l'a clairement indiqué la Convention du P.S. elle-même.

8 — Pour une nouvelle force socialiste autogestionnaire

La prise de conscience sociale ne se traduit pas en effet facilement en conscience politique, encore moins en termes électoraux : le vote dans le système bourgeois procède d'une logique opposée à celle des luttes (puis qu'il consiste à faire confiance à un candidat qui promet d'agir à l'avantage des électeurs, au sein des institutions de la classe bourgeoise). L'élection est donc perçue comme un domaine parfaitement étranger à celui des luttes ouvrières. Toute l'orientation réformatrice consiste justement à opérer le transfert des luttes sur le plan électoral : faites-nous confiance. Toute l'orientation autogestionnaire et révolutionnaire consiste au contraire à amener les travailleurs à ne faire confiance qu'à eux-mêmes, à constituer leurs propres organismes de contrôle et de pouvoir, à utiliser l'occupation des institutions par leurs représentants pour constituer leur propre pouvoir. La conjonction des deux démarches à certains moments ne doit pas faire oublier qu'elles ne sont pas complémentaires.

Conformément au Manifeste de Toulouse, notre tâche est de construire un parti qui puisse jouer plei-

nement le rôle d'intellectuel collectif de la classe ouvrière. Ce parti, il faut le construire avec tous ceux qui partagent les conceptions autogestionnaires définies par le Manifeste et les 14 thèses du CLAS. — Le PSU est prêt à tout regroupement allant dans ce sens, avec les militants de tous les secteurs de lutte et d'abord avec les militants syndicalistes : ceux, de plus en plus nombreux, qui pratiquent la stratégie de contrôle et qui recherchent un débouché politique à leur action, débouché qu'ils ne trouvent pas dans les organisations actuelles ; ceux qui cherchent à capitaliser l'espoir de changement exprimé dans le vote pour François Mitterrand et à le transformer en mobilisation pour le développement de la lutte des classes ; ceux qui cherchent à combler le fossé existant entre les luttes sociales, anticapitalistes et le combat politique pour le pouvoir aux travailleurs. Telle est la volonté profonde exprimée actuellement par un grand nombre de syndicalistes — y compris ceux qui ont signé l'appel du 11 juin, en nourrissant l'illusion que ce regroupement peut se faire avec le PS sans pour autant s'intégrer à la social-démocratie.

Le PSU est prêt à créer avec eux une **force socialiste autogestionnaire**.

9 — Mais nous ne nous faisons aucune illusion : cette force socialiste autogestionnaire ne supplantera pas aujourd'hui les partis socialiste et communiste qui développent une stratégie réformatrice. Les élections présidentielles ont développé la confiance des travailleurs en eux-mêmes, mais elles ont aussi nourri l'illusion réformatrice que l'occupation gouvernementale du pouvoir pouvait se substituer à l'action des travailleurs. En attendant, nombre d'entre eux — tout en partageant nos aspirations — se retrouveront au sein du

parti socialiste ou du parti communiste.

C'est pourquoi il importe de réaliser la communauté d'action avec eux — qu'ils appartiennent au PS, au PC, à la CGT ou à la CFDT, à des groupes politiques, sociaux, écologiques, ethniques, etc.... Telle est la raison d'être du **Mouvement pour l'Autogestion Socialiste**. Le Conseil national de Novembre avait décidé de prendre toutes initiatives pour le constituer. La direction du parti n'a rien fait dans ce sens. Le PSU décide de prendre toutes les initiatives pour le constituer, notamment en s'adressant aux organisations syndicales, sociales ou politiques.

10 — C'est dans cet esprit que le PSU participera aux « Assises des forces socialistes ». Ces assises ne devront poser aucun problème d'organisation. Nore participation exclut toute perspective d'un regroupement avec le parti socialiste. Ces Assises ne devront pas non plus fixer comme objectif à la confrontation, des spéculations abstraites sur un « projet de société ». Cette confrontation devra porter sur les points suivants :

— contrôle ouvrier et autogestion, — conscience sociale, conscience politique.

11 — Aucune participation à ces Assises n'est possible si le P.S. exige qu'elles se déroulent avant le congrès du PSU qui se tiendra les 3-4 octobre, pour décider de son orientation et par là du sens de son intervention aux Assises. — un congrès étant seul habilité pour décider si le PSU s'engage à rester fidèle au Manifeste de Toulouse.

Chacun doit savoir qu'en tout état de cause le PSU continuera à exister et refusera de s'intégrer au PS.

12 — Le Manifeste de Toulouse, enfin, doit être approfondi, précisé par

une stratégie traduisant ses choix fondamentaux sur la question de la conquête et de l'exercice du pouvoir, enfin, complété par un programme de transition au socialisme.

Le Manifeste n'est pas ce programme ; il en contient les prémisses et certains éléments, il donne son unité à l'ensemble de notre démarche, mais il ne peut remplir cette fonction bien précise qui est celle d'un enchaînement d'objectifs correspondant à chaque stade de développement de la lutte, et de l'organisation des moyens qui permettent de les atteindre (y compris, mais pas seulement, l'utilisation du pouvoir gouvernemental). Nous l'avons bien ressenti dans toute discussion avec les partisans du Programme Commun ; il est difficile, à partir du Manifeste, de dépasser une réponse de caractère idéologique. Notre démarche ne peut qu'être l'inverse de celle du Programme Commun, tant la correspondance est étroite entre la méthode d'élaboration du programme et le projet qu'il sous-tend. A capitalisme d'Etat centralisé, programme parachutant d'en haut les « solutions »... Mais si l'on est préoccupé de la destruction du pouvoir d'Etat, si l'on accorde à la mobilisation permanente de masse la place centrale dans le processus révolutionnaire, alors le programme doit être conçu comme « remontant » des aspirations des travailleurs en lutte, ce qui ne veut pas dire qu'il doit les juxtaposer ; il faut les ordonner, les rendre cohérentes, les compléter, les situer dans le temps.

C'est ainsi qu'un véritable parti socialiste autogestionnaire sera capable de jouer son rôle d'intellectuel collectif.

Texte présenté par la minorité à la D.P.N. des 29 et 30 juillet ■

il faut choisir!

Je me contenterai dans le cadre de ce débat de faire au nom du Bureau national quelques remarques sur le texte minoritaire de la DPN. On trouvera par ailleurs, dans le prochain numéro de **PSU-Information**, les rapports du Bureau national sur l'analyse du régime, l'unité populaire et la restructuration du mouvement socialiste.

Deux stratégies possibles, il faut choisir. Une stratégie n'a de validité que si elle prend les moyens de répondre à une double question : comment prendre le pouvoir ? comment ouvrir la voie au socialisme ? Sur ces deux points, l'analyse de la majorité de la DPN s'appuie sur deux éléments :

I — un mouvement ouvrier dont la composante dominante, voire hégémonique, serait réformatrice ne peut pas l'emporter contre Giscard, y compris sur le plan électoral. Il se trouverait en effet impuissant à répondre à une double question :

— le décalage entre conscience sociale et conscience politique que seule une stratégie de contrôle peut résorber en termes de masse.

— Le fait que Giscard soit contraint d'occuper politiquement le terrain du réformatisme et que seule une stratégie d'alternative socialiste soit capable d'être victorieuse pour la gauche.

Si l'on accepte cette analyse et ce

semble être le cas du texte minoritaire, il faut en tirer la conséquence : les forces du socialisme autogestionnaire ne peuvent accepter la récréation d'un grand parti social-démocrate, car ce serait alors une assurance défectueuse pour le mouvement ouvrier (cf. analyse précédente).

2 — L'ouverture de la transition au socialisme suppose l'articulation entre l'intervention au sein de l'appareil d'Etat et la lutte pour la création de nouvelles formes du pouvoir. Une stratégie de débordement du réformatisme en est incapable pour deux raisons :

a) selon toute probabilité, il n'y aura rien à débiter car le réformatisme ne peut gagner ;

b) même dans une hypothèse de victoire les forces extérieures à la coalition prenant le pouvoir ne seront pas entendues ensuite par les masses quand elles prétendent indiquer « après coup » la politique à suivre.

Il s'agit là de la conclusion politique majeure du rapport pris en considération par les deux-tiers des mandats lors du conseil national de novembre. Or la réalisation de cette stratégie d'articulation suppose là aussi la présence d'une force socialiste en situation de pôle déterminant et non de point d'appui critique.

3 — Par rapport à cette analyse, le texte minoritaire de la DPN entretient la confusion sur deux choix stratégiques :

— d'un côté, il semble accepter l'objectif d'un parti autogestionnaire de masse ; de l'autre il se situe dans la perspective de création du parti révolutionnaire autogestionnaire et accepte une présence dominante d'une social-démocratie au sein du mouvement ouvrier ;

— d'un côté, il semble accepter (cf. paragraphe sur « l'unité de la gauche ») la perspective d'une alliance stratégique avec les organisations du mouvement ouvrier ; de l'autre, il perpétue la conception habituelle et constamment vouée à l'échec, du front unique ouvrier au sein duquel les « révolutionnaires » passent des accords purement tactiques avec les « réformatistes ».

Où se trouve l'illusion ?

Puisque la clarification entre ces deux choix stratégiques n'est pas faite, faisons là nous-mêmes.

— S'il s'agit de la construction du parti révolutionnaire pour l'autogestion et de la simple unité d'action tactique avec les autres organisations du mouvement ouvrier, il y a là désaccord de fond. La logique de cette stratégie est la meilleure garantie pour que renaisse une social-démocratie, pour que le courant autogestionnaire soit marginalisé et pour donner à Giscard ses meilleures chances de réussite.

— S'il s'agit de construire dans le cadre de l'unité populaire une force autogestionnaire puissante et crédible, nous posons la question. De quel côté se trouve l'illusion ? Croit-on sérieusement que cette force pourra être construite avec les militants de la CFDT et de l'ensemble des organisa-

tions avec lesquelles nous travaillions pour la constitution du MAS en faisant l'économie du PS ? A cette question, la réponse a déjà été donnée précisément :

1 — C'est l'échec total d'une perspective de construction du MAS sur la base d'un noyau constitué du PSU, des CIC et de l'AMR. L'échec des **Comités du 20 Mai** est éloquent sur ce point.

2 — C'est la volonté clairement exprimée de l'énorme majorité de la CFDT, des GAM, des APF, des AFL, de **Vie Nouvelle**, etc. (c'est-à-dire de tous ceux avec qui nous préparions avant les présidentielles les Assises pour l'autogestion), de lier la construction d'une force autogestionnaire à la perspective de restructuration (cf. Appel du 11 juin). On se demande par quel miracle ces mouvements et leur base sociale se découvriraient tout à coup prêts à jouer la carte que leur propose le texte minoritaire de la DPN.

Autrement dit, le débat se situe ainsi :

— ou bien nos camarades en reviennent à la conception d'une restructuration de l'extrême gauche sur une base autogestionnaire et c'est là que se situe selon nous le « **suicide politique** ». Mais dans cette hypothèse, on aimerait qu'ils le disent clairement, car leur texte semble refuser une telle voie ;

— ou bien ils proposent exactement la même stratégie que la nôtre mais ils la rendent illusoire en refusant de prendre les moyens de la réalisation qui suppose qu'on le veuille ou non une restructuration politique de la gauche socialiste.

Gérard FERAN ■

l'axe Nice - Le Cap

La mode, déjà ancienne, du « jumelage » entre une ville française et une ville étrangère, est une pratique plutôt sympathique, qui vise à développer les liens et améliorer les connaissances et les relations entre les habitants des deux cités concernées. Le 6 juillet prochain, Nice, « la perle de la Côte d'Azur » célébrera son alliance avec Le Cap, la ville la plus prestigieuse de l'Afrique du Sud raciste. Le choix du maire de Nice, Jacques Médecin, en dit long sur les sympathies naturelles et les conceptions démocratiques de ce personnage ; et au-delà, du régime dont il est l'un des personnages importants.

Après la violation de toutes les recommandations des Nations Unies, et dans la lancée qui fait de la France le meilleur soutien du régime raciste qui écrase le peuple noir d'Afrique du Sud, ce jumelage consacre la volonté de notre gouvernement de nouer des liens de plus en plus étroits avec un des pays les plus oppressifs du monde.

Faut-il s'en étonner ? Et n'a-t-on pas les amis que l'on mérite (1) ? Il s'agirait bien plutôt de prendre conscience de l'insolence avec laquelle la France fait fi de toute démocratie, de toute dignité diplomatique, pour le bénéfice et la puissance des marchands de canons, pour servir les intérêts du capitalisme français et pour maintenir en place tout au bout de l'Afrique le gendarme du continent et de l'Océan indien.

en douce...

Il existe, notons-le, un **Groupe amitié France-Afrique du Sud** de l'Assemblée Nationale dont fait partie Jacques Médecin, député-maire de Nice. C'est à lui que nous sommes redevables d'une si jolie opération. Cependant il ne semble pas que l'on ait cherché à donner beaucoup de publicité à cet événement : annoncé dans un entrefilet de Nice-Matin du 26 juin 1974, il n'était pas question d'en informer le grand public. Un jumelage caché... honteux en quelque sorte ! la Fédération Mondiale des villes Jumelées avait fait connaître son désaccord : on a passé outre ; et Médecin, bien connu pour ses sympathies d'extrême droite, invitait ses Conseillers municipaux à adopter la proposition de jumelage entre la ville de Nice et celle du Cap, lors de la session du Conseil Municipal de Nice du 22 mars 1974. Saisie de cette affaire depuis le 29 mars, la Préfecture de Nice semble manifester quelques réticences... les festivités auront cependant lieu comme prévu le 6 juillet prochain ! Pour la finance et les fabricants d'armes, c'est une bonne affaire.

Pour la France, l'Afrique du Sud est un marché très intéressant où écouler ses armements, ses licences de fabrication, ses techniques « de pointe » (centrales nucléaires), où investir ses capitaux. Pour l'Afrique du Sud, la France, c'est l'alliée la plus sûre d'Europe, du moins tant que la majorité actuelle est au gouvernement... (C'est certainement le pays qui a attendu avec le plus d'inquiétude le résultat des dernières élections présidentielles). L'Angleterre mais surtout la Hollande, et les pays scandinaves boudent ses avances, boycottent ses produits et dédaignent parfois ses appels d'offre (barrage de Cabora-Bassa) sous la pression de leur opinion publique.

La France, quand à elle, non contente d'entretenir et d'accentuer ses liens privilégiés avec l'Afrique du Sud, essaye par ailleurs d'imposer aux pays africains auxquels elle dicte ses volontés, la politique « du dialogue » avec Prétoria. Celle-ci consiste à demander aux peuples africains qu'ils passent outre l'écrasement de leurs frères d'Afrique du Sud par « le pouvoir pâle » et qu'ils se laissent envahir par le capitalisme sud-africain en quête de marché. Par l'intermédiaire de Foccart, cette politique de dialogue a commencé à faire son chemin et a trouvé des défenseurs parmi quelques chefs d'Etat africains à la solde de l'impérialisme international.

Tout ce maquillage diplomatique de la France, vise à éviter ce que l'Afrique du Sud redoute le plus : l'isolement économique et politique. La chute du régime de Caetano a déjà porté un grand coup dans l'assurance du pouvoir blanc, dans l'immuabilité des choses, et dans « la mission civilisatrice » des nations blanches en Afrique. Mais c'est insuffisant, et le rôle des partis et militants révolutionnaires européens est de contribuer à l'isolement de l'Afrique du Sud et à la chute de son régime.

esclaves modernes

Quel est l'enjeu de cette bataille ? Pour qui et pour quoi devons-nous lutter ? Pour les 15 millions d'Africains, les 2,5 millions de métis et d'asiatiques dominés et exploités par moins de 4 millions de blancs, l'objectif est clair : il s'agit de se libérer du joug de l'Apartheid qui en fait des esclaves modernes. L'Apartheid est une idéologie justificatrice de la domination blanche : elle consiste à séparer les races entre elles et à leur assigner des voies différentes de développement. Pour les Africains, et à travers trois siècles d'histoire commune avec les blancs, cette voie a été celle de l'extermination, de la spoliation de leur sol, du servage dans les fermes boers (fermiers hollandais), du travail forcé et de la prolétarianisation massive dans les mines de diamants et d'or anglo-saxonnes.

Aujourd'hui, sous l'inspiration néo-fasciste des dirigeants du parti nationaliste au pouvoir, l'Apartheid a trouvé une application concrète dans la politique du **développement séparé**. Cette politique, instituée depuis les années 60 consiste à renforcer les législations sur les **Zones de Résidence Obligatoires**, en contraignant les « non-européens » jusque-là éparpillés dans tout le pays à s'y regrouper. Pour opérer le reflux des Noirs dans leurs réserves tribales, on alloua définitivement 87% du territoire à la population blanche et les

13 % restant furent partagés en huit zones noires devant contenir toute la population africaine, soit 70 % des habitants du pays.

déportation

Vu de loin, à travers le prisme de la presse officielle des pays capitalistes, la politique du développement séparé apparaît comme la préparation à la formation d'Etats noirs indépendants, séparés constitutionnellement et géographiquement de la République blanche. C'est en fait une mystification et les objectifs poursuivis sont tout autres : le système consiste à refouler, déporter dans ces Réserves (Homelands) l'ensemble des personnes que la communauté blanche ne peut plus utiliser et dont elle refuse la charge, et à faire migrer en sens inverse la force de travail jeune qui assure le développement économique blanc. Sont ainsi refoulés en priorité dans les Homelands, les chômeurs, les veuves, les femmes divorcées, les enfants, les vieillards, les personnes classées comme débiles ou indésirables (militants, grévistes, etc...).

Situés dans des zones déshéritées, aux terres épuisées, sans cohérence géographique, ethnique ou économique, ces Homelands sont totalement dépendants de l'économie blanche, puisque toutes les richesses du pays (agricoles, minières, etc...) se trouvent en territoire blanc. Ce ne sont en réalité que d'énormes réservoirs de main-d'œuvre ; lorsqu'on leur aura octroyé une indépendance formelle, les Africains y résidant ne seront plus considérés en Afrique du Sud que comme des travailleurs étrangers. Ainsi sera justifié a posteriori le fait que toute participation à la vie syndicale et politique de leur propre pays leur est interdite.

Pour l'heure, contraints de laisser leur famille dans les Réserves noires, les travailleurs africains voient leur droit de résidence, de circulation et de travail dans les zones blanches totalement contrôlés par l'administration et la police. Parqués dans des ghettos éloignés de leur lieu de travail, les travailleurs africains reçoivent des salaires qui n'atteignent pas la plupart du temps le minimum vital. Privés du droit de grève, du droit de vote, de celui d'exercer un travail qualifié dans les zones blanches, ils n'ont pas accès aux prestations sociales les plus élémentaires, et toute activité politique leur est interdite. Les syndicats noirs n'ont aucun pouvoir et ne peuvent participer aux conventions

collectives réservées aux seuls syndicats blancs. Dans les syndicats mixtes — il y en a quelques uns — ce sont les délégués blancs qui sont censés représenter les intérêts des travailleurs noirs ! Le travailleur africain ne pourra changer d'emploi que par l'intermédiaire d'un bureau d'embauche officiel où lui sera accordé ou non un contrat de travail de courte durée. Au terme de celui-ci, il sera contraint de retourner dans son Homeland où il sera de nouveau recruté. Pour vérifier tous ses déplacements, l'administration l'oblige sous peine de prison de porter constamment sur lui un laissez-passer (ou « passe ») qui contient l'ensemble des renseignements dont la police a besoin pour contrôler ses moindres faits et gestes.

ignoble

Tout au long de sa vie l'Africain doit observer, sous peine de sanctions graves, les règles humiliantes de l'Apartheid : il ne peut utiliser les mêmes services publics que les blancs (transports, cinémas, parcs, etc...). Il ne peut épouser une femme appartenant à un groupe racial différent du sien, et il est dépourvu de tout recours devant la justice blanche.

Mais le système d'Apartheid recèle une contradiction majeure : celle existant entre la volonté de développement séparé et les besoins grandissants de main-d'œuvre qualifiée de l'économie capitaliste blanche. Cette contradiction divise la population blanche entre les conservateurs extrêmes (Parti national au pouvoir) et les « libéraux » partisans d'un assouplissement de la législation. Mais face aux tensions sociales qui naissent ici ou là (Carltonville...) le réflexe blanc demeure le même depuis toujours : la répression dans le sang.

C'est dans cet état de crise permanente, de crainte et de violence que progresse l'économie sud-africaine. C'est pour asseoir son pouvoir menacé et désamorcer les critiques internationales qui pèsent sur le pays que l'Etat totalitaire et policier d'Afrique du Sud tend la main à la France. C'est pour continuer d'asservir des générations de travailleurs africains qu'il a besoin des capitaux et des armements français ; c'est pour ces buts ignobles que seront jumelées les villes de Nice et du Cap.

Jacques BERNARD ■

(1) L'Iran, vous connaissez...fournit outre ses capitaux, environ 40% des besoins pétroliers de l'Afrique du Sud.

